

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université ABDERRAHMANE MIRA-BEJAIA



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

MÉMOIRE
EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE
MASTER

Domaine : Sciences économiques, commerciales et de gestion
Filière : Sciences économiques
Spécialité : Économie quantitative

Thème

Impact des dépenses publiques sur l'emploi et l'inflation en Algérie
Entre 1990-2021 (ARDL)

Présentée par
M^{elle} Menasria Massa
M^r Saadi Mouloud Mahdi

Soutenue le : 20/06/2023

Encadrée par : M^r Kaci Boualem

Devant le Jury composé de :
Président : Mr Mousli Abdenadir
Examineur : Mm Gherbi Hassiba

Année Universitaire

2022 / 2023

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier d'abord et avant tout Dieu « le tout puissant » de nous avoir donné le courage et la volonté pour bien mener ce modeste travail.

Nos vifs remerciements s'adresseront :

*A notre encadreur Monsieur **KACI Boualem**, pour son aide, notamment pour ses conseils judicieux, ses orientations, et sa disponibilité durant la période de réalisation et de mise au point de ce mémoire.*

*A monsieur **ABDERAHMANI Fares**, Monsieur **ZIDKHLIL Halim** et Monsieur **MOUSLI Abdenadir** pour leurs remarques et leur aide à la réalisation de notre cas pratique.*

Aux personnes qui nous ont apporté leur aide et qui ont contribué à l'élaboration de ce mémoire ainsi qu'à la réussite de cette année universitaire.

DEDICACES

Avec une profonde gratitude et un grand amour, Je dédie ce travail à :

Mes très chers parents

Mes sœurs, et mon unique adorable frère.

*Et pour mes chers copines **LOLA et SARA, SOUAD, KATIA, IMANE***

*Mon binôme **MAHDI***

Et pour tous mes amis(e)

*Toutes les personnes qui nous ont aidé de près ou de loin à
L'élaboration de ce modeste travail.*

Massa

DEDICACES

Du profond de mon cœur, je commence par rendre gloire à dieu et je dédie ce modeste travail

A ce qui ont été pour moi la lumière de mon chemin et la source de tendresse, ce qui m'ont toujours soutenu durant toute ma vie, que dieu les garde en très bonne santé Mon Cher père : et ma tendre mère A mes chères sœurs Pour leurs soutiens et leurs conseils précieuses tout au long de mes études.

A mes chères amies Pour leurs aides et supports dans les moments difficiles et qui m'ont toujours encouragé et à qui je souhaite plus de succès.

Je remercie les personnes qui sont, de près ou de loin, contribués à la réalisation de ce travail.

MAHDI

Abréviations et acronymes

ADF	: Test de Dickey-Fuller Augmenté
AIC	: Akaike Information Criterion
ARDL	: Auto régressive Distributed Lag
BA	: Banque d'Algérie
BIT	: le Bureau international du travail
BM	: Banque Mondiale
COFOG	: Classification of the Fonctions of Government
DA	: Dinars Algérien
DGT	: Direction Général de Trésor
Dp	: Dépenses publiques
FMI	: Fonds Monétaires International
FRR	: Fond de Régulation des Recettes
IPC	: Indice des prix consommateur
IPP	: Indice des prix à la production
Logdp	: Logarithme des dépenses publiques
Logpib	: Logarithme du produit intérieur brut
Logtc	: Logarithme de taux de chômage
Logtdc	: Logarithme de taux de change
Logtinf	: Logarithme du taux d'inflation
MDSDA	: Milliards de Dinars Algérien
n.c.a	: Non référencé par ailleurs
ONS	: Office National des Statistique
P	: Nombre de retards
PIB	: Produits Intérieur Brut
SC	: Schwarz Criterion

Abréviations et acronymes

SIC	:	Schwartz Information Criterion
SIPRI	:	Stockholm International Peace Research Institute
T	:	Statistique de Student
Tc	:	Taux de chômage
Tdc	:	Taux de change
Tinf	:	Taux d'inflation
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VAR	:	Vecteur Auto Régressif

Remerciement

Dédicaces

Listes des Abréviations

INTRODUCTION GENERALE	1
Chapitre I : Nations fondamentales sur les dépenses publiques, le chômage et l'inflation	
Introduction.....	4
I. Section 1 généralités sur les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation	4
I.1 les dépenses publiques	4
I.1.1 Typologie des dépenses publiques	5
I.1.1.2 Classification fonctionnelle	6
I.1.1.3 Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP/COFOG)	7
I.2 L'INFLATION	9
I.2.1 Les hausses des prix	10
I.2.2 Mesure de l'inflation	11
I.2.3 Les types de l'inflation	13
I.3 L'emploi et le chômage	15
I.3.1 Les différents types de chômage	16
I.3.2 La mesure du chômage	17
II. Section 2 : Le lien entre les dépenses publique, l'emploi et l'inflation	19
II.1 L'apport de l'école classique.....	19
II.1.1 Le rôle de l'Etat chez les classiques.....	19
II.1.2 La place de la politique budgétaire chez les classiques	19
II.1.3 La courbe de Philips chez les classiques	20
II.2 L'apport des monétaristes	21
II.2.1 Le rôle de l'Etat chez les monétaristes.....	21
II.2.2 La politique budgétaire chez les monétarismes	22
II.2.3 La courbe de Philips chez les monétarismes	23
II.3 L'apport de l'école keynésienne	23
II.3.1 Le rôle de l'état chez les keynésiens	24
II.3.2 La politiques budgétaire chez Les keynésiens.....	24
II.3.3 La courbe de Philips chez les keynésiens.....	25
Conclusion.....	27

TABLE DES MATIERES

Chapitre II: Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

introduction	29
I. Section 1 : La place des dépenses publiques dans l'économie algérienne	28
I.1 Les différents plans de relance durant la période 1962-1999 :	29
I.2 Les différents plans de relance économique depuis 2000 :	30
I.3 Evolution des dépenses publiques durant la période 1990 2021 :	31
II. Section 2 : l'apport des dépenses publiques dans la réduction du chômage en Algérie.	35
II.1 Evolution du chômage en Algérie durant la période 1990 - 2010 :	35
II.2 Evolution du chômage en Algérie durant la période 2011 - 2021 :	36
III. Section 3 : Inflation en Algérie	37
III.1 L'inflation en Algérie durant la période antérieure à 1990 :	37
III.2 La Courbe de Phillips :	39
Conclusion	39

Chapitre III: Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

introduction	41
---------------------------	-----------

Table de matière

I. SECTION 01 : ANALYSE UNIVARIEE DES SERIES DE DONNEES	43
I.1 Choix des variables	43
I.2 Analyse graphique des variables :	44
I.3 La statistique descriptive	46
I-4- Analyse de la stationnarité des séries	46
I.5 Détermination de nombre de retards :	47
I.6 Test de Dickey – Fuller augmenté (ADF)	47
II. Section 2 : Application du test de cointégration et estimation du modèle ARDL.....	48
II.1 Détermination du nombre de retards optimaux	48
II.2 Estimation du modèle ARDL :	49
II.3 Equation du taux de chômage :	50
II.4 Test de Co-integration (Bounds test)	51
II.5 Tests de stabilité et de validation du modèle.....	52
II.6 Analyse des relations de court terme	53
II.7 Analyses des resultat a long terme.....	54
II.8 Teste de causalité	56
Conclusion	58
CONCLUSION GENERALE.....	59
Bibliographie	61
Annexes	65
Liste des tableaux	72
Liste des figures	73
Résumé	74

INTRODUCTION GÉNÉRALE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Les dépenses publiques représentent les investissements réalisés par le gouvernement dans divers secteurs, tels que l'éducation, la santé, les infrastructures, ainsi que les mesures de soutien aux entreprises et aux programmes sociaux. Les dépenses publiques exercent une influence significative sur les variables fondamentales d'une économie, notamment sur la consommation et l'investissement.

Depuis son indépendance en 1962, l'Algérie a axé son développement sur les dépenses publiques. En effet, l'Etat algérien a constamment accordé une grande importance aux dépenses publiques pour stimuler la croissance économique, créer des emplois et maintenir la stabilité macroéconomique. Cependant, l'impact de ces dépenses sur l'emploi et l'inflation soulève des questions cruciales quant à leur efficacité et à leurs conséquences sur l'économie algérienne.

Conformément à la logique keynésienne, les dépenses publiques peuvent jouer un rôle majeur dans la réduction du chômage en stimulant la demande globale et en créant des opportunités d'emploi. L'Algérie fait face à un défi considérable en matière d'emploi, avec une population active croissante et un taux de chômage élevé, notamment parmi les jeunes. Les politiques de dépenses publiques axées sur la création d'emplois peuvent contribuer à atténuer cette problématique sociale en favorisant la création d'emplois directs dans les projets financés par l'État, ainsi que des emplois indirects dans les industries associées.

Par ailleurs, les dépenses publiques massives peuvent également avoir des implications sur l'inflation. Lorsque le gouvernement injecte des fonds importants dans l'économie, cela peut générer une hausse de la demande globale, ce qui peut entraîner une pression à la hausse

Sur les prix. L'inflation, en tant que phénomène économique indésirable, peut réduire le pouvoir d'achat des ménages, perturber la stabilité économique et limiter la capacité du gouvernement à financer ses dépenses publiques à long terme. Il est donc crucial d'évaluer l'impact des dépenses publiques sur l'inflation en Algérie et d'identifier les mesures appropriées pour prévenir tout effet indésirable.

À la lumière des développements précédents, l'objet de notre travail est d'essayer d'analyser, et d'apporter des éléments de réponses à la question principale suivante : **Quel est l'impact des dépenses publiques sur l'emploi et l'inflation en Algérie ?**

De cette question principale découlent d'autres questions subsidiaires à savoir :

- Comment les dépenses publiques, le chômage et l'inflation interagissent-ils ?
- Comment les dépenses publiques, le chômage et l'inflation ont-ils évolué en Algérie ?

INTRODUCTION GÉNÉRALE

- Comment les dépenses publiques ont-elles affecté le chômage et l'inflation en Algérie ?

La réponse aux questions posées peut être obtenue par la vérification des hypothèses suivantes :

H1 : Les dépenses publiques jouent un rôle important dans la croissance économique en Algérie, par conséquent, elles influencent positivement sur la création des emplois (réduction du chômage).

H2 : le recours excessif aux dépenses publiques occasionne souvent un déficit budgétaire. Le recours à la banque centrale pour financer ce déficit contribue à l'augmentation de la masse monétaire en circulation et, par conséquent, peut provoquer de l'inflation.

La méthodologie poursuivie pour apporter des éléments de réponse aux questions posées consiste dans un premier lieu à consulter les différents ouvrages, revues et articles se rapportant aux dépenses publiques, l'inflation et le chômage. En second lieu, nous allons collecter les données statistiques puis les analyser afin de mettre en exergue l'évolution des dépenses publiques, le chômage et l'inflation en Algérie. Enfin, nous allons opter pour une démarche empirique consistant à modéliser l'impact des dépenses publiques sur le chômage et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021 en utilisant le modèle ARDL

Pour répondre aux questions et vérifié les hypothèses précédentes, nous avons élaboré un plan de travail qui permet de limiter le champ dans lequel s'effectuera cette recherche. Ce travail s'organise donc comme suit : Le premier chapitre introduit les concepts essentiels que sont : les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation. Dans ce chapitre on examine ces concepts individuellement avant d'explorer les différentes visions (classique, keynésienne, monétariste et les néo-classique) eu égard à ces concepts. Ensuite, le deuxième chapitre se focalise sur la situation de l'Algérie concernant les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation. Dans ce chapitre, nous allons, d'une part, évaluer le rôle des dépenses publiques dans l'économie algérienne depuis 1962 jusqu'à nos jours et, d'autre part, examiner l'évolution du chômage et de l'inflation en Algérie. Enfin le dernier chapitre porte sur l'estimation d'un modèle économétrique afin de pouvoir mesurer l'impact des dépenses publiques sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021.

**CHAPITRE I : NOTIONS FONDAMENTALES SUR LES
DÉPENSES PUBLIQUES, LE CHÔMAGE ET
L'INFLATION**

Introduction

Les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation sont des concepts fondamentaux dans le domaine de l'économie qui sont étroitement liés les uns aux autres. Les décisions prises par les gouvernements en matière de dépenses publiques peuvent avoir un impact significatif sur l'emploi et l'inflation dans une économie donnée

Les dépenses publiques peuvent stimuler l'emploi en créant directement des emplois dans le secteur public ou en soutenant des industries qui génèrent des emplois. Par exemple, les investissements dans les infrastructures peuvent créer des emplois dans la construction et les secteurs connexes. De plus, les dépenses publiques peuvent également stimuler la demande globale, ce qui peut inciter les entreprises à embaucher davantage de personnel. Par ailleurs, les dépenses publiques peuvent s'avérer être inflationnistes notamment dans le cas d'un déficit budgétaire.

Les trois sont étroitement liés dans une économie. Les décisions en matière de dépenses publiques peuvent influencer l'emploi et l'inflation, et il est important pour les gouvernements de trouver un équilibre entre les objectifs de stimulation de l'emploi et de contrôle de l'inflation lorsqu'ils élaborent leurs politiques économiques.

Ce chapitre est structuré en deux sections : la première section porte sur une description des trois notions faisant objet de notre étude à savoir ; les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation tandis que la seconde section porte sur le lien théorique existant entre ces trois notions.

I. Section 1 généralités sur les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation

Les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation sont des éléments essentiels de l'économie d'un pays. Les dépenses publiques se réfèrent aux dépenses engagées par le gouvernement, influençant directement la demande, l'emploi et les niveaux de vie. L'emploi, qui représente le nombre de personnes occupant un emploi rémunéré, est un indicateur clé de la santé économique. Un taux de chômage élevé peut indiquer des difficultés économiques. L'inflation mesure l'augmentation des prix des biens et services. Une inflation modérée peut stimuler la demande, tandis qu'une inflation excessive peut perturber l'équilibre économique. Il est important d'explorer les liens entre ces variables et d'examiner comment les politiques économiques peuvent les influencer pour atteindre la stabilité, la croissance et le bien-être social.

I.1 les dépenses publiques

Définition

Les dépenses publiques correspondent à toutes les dépenses des administrations publiques, qu'il s'agisse des administrations centrales, des collectivités locales ou encore des administrations de sécurité sociale. Pour désigner les dépenses de l'administration centrale, on parle de budget de l'État.

I.1.1 Typologie des dépenses publiques

Dans la littérature économique, les dépenses publiques sont classées selon différentes méthodes :

I.1.1.1 classifications économiques_cette classification aide à évaluer l'impact des dépenses sur l'activité économique générale. Les redevances sont différenciées selon leur statut économique

I Dépenses fonctionnement_utilisées pour le fonctionnement normal des services publics (personnel existant et frais d'entretien, achats de matériel, etc.) ; entretien d'une voirie, éclairage public, salaires des fonctionnaires, achats de fournitures utilisées par les fonctionnaires, ... sont toutes les dépenses de fonctionnement public, pour le fonctionnement des services publics. les dépenses de fonctionnement hors personnel tâchent au fonctionnement des administrations (électricité, fourniture de bureau, matériel). (KOTT, S. & MONIOLLE, C. 2007)

II Dépenses d'investissement ou dépenses en capital visant à augmenter le capital productif public. Exemple, les dépenses de recherche et développement, les achats d'armement, la construction et le développement des infrastructures et de bâtiments, etc.). La construction d'universités, la construction de ponts autoroutiers, la restauration de berges d'infrastructures par l'État, par la collectivité et peuvent également soutenir l'activité économique (lorsque les pouvoirs publics contractent avec des entreprises privées). Dans les dépenses d'investissement dites productives, on distingue deux catégories de dépenses :

(1) **Dépenses immédiatement productives** Celles liées aux investissements directement nécessaires à la production de biens et services (aide en capital, subventions... etc.)

- (2) **Dépenses non immédiatement productives ou productives à long terme** Celles qui correspondent aux dépenses d'infrastructure indirectement liées à l'activité économique (construction de route, hôpitaux, écoles...etc.)
- (3) **Dépenses de Transfert** Selon François ADAM, ces dépenses sont généralement définies comme des dépenses enregistrées dans le ménage d'un roturier ou assimilé, mais simplement passées par ce ménage et distribuées au profit de l'individu ou de l'organisation de prestations en espèces versées aux ménages (telles que pensions, allocations familiales, minima sociaux, etc.), subventions versées aux entreprises et aux ménages ; subventions accordées à une entreprise pour qu'elle loue ou modifie ses installations pour réduire la pollution. Allocations, aides aux pays en développement, ... sont des dépenses d'intervention publique, des aides promises par l'Etat pour venir en aide aux collectivités. En principe, elles ne sont pas considérées comme productives, mais elles sont un moyen privilégié de réduction des inégalités sociales.
- (4) **les prestations sociales** correspondent à des versements sous forme de transferts dans une perspective de soulager les ménages de leurs charges liées à des risques sociaux ou besoins (la maladie, le soutien aux personnes handicapées, la dépendance, le chômage (RSA, RMI, l'aide sociale à l'enfance).
- (5) **les subventions** représentatives de transferts en faveur de certains producteurs du pays en vue de soutenir leur activité (les subventions sur les produits et celles d'exploitation).
- (6) **les transferts courants** englobent les paiements effectués en faveur des administrations publiques étrangères ou des organisations internationales (l'aide au développement), les primes nettes versées par l'État sous forme d'assurance dommage
- (7) **les transferts en capital** qui sont constitués des aides à l'investissement affectées ou non c'est-à-dire les transferts à des unités institutionnelles afin qu'elles puissent s'octroyer des actifs fixes (les bâtiments, le matériel d'équipement). Ils comprennent aussi des aides à des sociétés pour leur permettre de couvrir des pertes exceptionnelles ou des aides à des régimes d'assurance sociale.

I.1.1.2 Classification fonctionnelle

Selon Bernard WACQUEZ, celle-ci consiste à regrouper les dépenses par domaines d'intervention publique et repose sur l'identification d'un certain nombre de fonctions exercées par l'État. Il est généralement reconnu que les devoirs souverains, c'est-à-dire l'exercice de pouvoirs souverains tels que la défense et la justice, exigent un accès illimité à tous les citoyens.

Les fonctions protectrices de l'État, c'est-à-dire les services publics qui fournissent des prestations sociales, consistent en la fourniture de biens et de services plus ou moins imposés par les pouvoirs publics, fournis par l'administration publique sans compensation économique directe, ou fournis par le secteur privé avec plus compensation financière. Compensation financière ou aide financière non globale de l'État, comme dans l'aménagement du territoire

I.1.1.3 Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP/COFOG)

Dans le cadre de cette classification, toutes les dépenses afférentes à une même fonction, sont rassemblées en une famille en dépit des conditions de leur mise en œuvre. : La COFOG (Classification of the Fonctions of Government). Toutes les dépenses, afférentes à une même fonction, sont rassemblées en une famille en dépit des conditions de leur mise en œuvre. La classification COFOG permet :

- De mettre en exergue les dépenses de consommations en faveur des ménages individuels.
- D'observer la dynamique des dépenses des administrations destinées à différents objectifs.
- De faire aussi une comparaison entre des pays sur la manière dont leurs administrations publiques interviennent dans les affectations économiques et sociales.
- Cette classification répartit les dépenses des administrations publiques en dix catégories

Dépenses en services publics généraux En général, les services publics généraux des administrations publiques sont répartis en trois composantes :

- Les services publics et communs. Il s'agit principalement de dépenses publiques liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, aux affaires fiscales (calcul et collecte de l'impôt). Ils sont afférents également au financement des salaires d'agents publics (transferts internes), à la recherche et développement (R&D) en services publics généraux des administrations et les services public généraux des administrations n.c.a ;
- Les services internationaux. Ils concernent les aides économiques extérieures et la conduite de la politique extérieure de la nation ;
- Ceux liés aux intérêts de la dette publique tels que le versement d'intérêts notamment au titre de la dette de l'État

(1) **Dépenses de défense**_ La définition des composantes des dépenses de défense varie selon les pays. Néanmoins, les Nations Unies dans leur classification des dépenses publiques ont défini les dépenses de défense comme l'ensemble des dépenses militaires¹ et civiles, les aides militaires à des pays étrangers, la R&D à propos de la défense et autres dépenses de défense

(2) **Dépenses en affaires économiques**_ Les dépenses relatives aux affaires économiques concernent entre autres catégories :

- Les affaires relatives au développement des entreprises et de l'économie à savoir les affaires économiques, commerciales et de l'emploi, le secteur de l'énergie, les industries extractives et manufacturières, la construction, la communication, les autres branches d'activité, les affaires économiques ;
- Les affaires économiques telles que la science et la technologie, la R&D concernant les affaires économiques ;
- Les politiques de l'emploi tels que les affaires sociales ;
- L'agriculture, la pêche et la chasse ;
- Le transport.

Dépenses de protection sociale_ Globalement, dans les pays à haut revenu, la protection sociale est la plus importante pourvoyeuse de dépenses publiques comme le logement, la maladie et l'invalidité, le chômage, la famille, l'exclusion sociale, la vieillesse, la R&D dans le domaine de la protection sociale. Ces dépenses sont composées en très grande partie de prestations, versées par les administrations de sécurité sociale, mais aussi par l'État qui assure en particulier le paiement des pensions de retraite des fonctionnaires. Les collectivités locales, essentiellement les départements chargés de l'aide sociale, et quelques organismes divers d'administration centrale (principalement le fonds national d'aide au logement et le fonds national de l'habitation qui versent les prestations logement) se partagent en parts égales le reste des dépenses de protection sociale.

Dépenses de santé Elles sont constituées de la consommation en biens et services de santé (les produits, les appareils et le matériel médical, les services ambulatoires, hospitaliers et ceux de santé publique) et de l'investissement en capital d'infrastructures de soins de santé. Elles concernent aussi les dépenses en soins de santé du personnel privé et public et des services de

santé collective (la santé publique et les programmes de prévention et l'administration). Sont exclues, les dépenses publiques environnementales et les dépenses de formation et de recherche liées à la santé.

Dépenses de loisirs, culture et culte Les dépenses de services culturels et récréatifs comprennent les services récréatifs et sportifs, culturels, de radiodiffusion, de télévision et d'édition, la Culte et les autres services communautaires, la R&D dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte et autres dépenses de loisirs, la culture et le culte.

Dépenses d'éducation² Les dépenses d'éducation représentent toutes les dépenses effectuées, sur le territoire national, par les administrations publiques centrales et locales, pour des activités d'éducation telles que l'enseignement scolaire et extrascolaire de tous niveaux ; celles visant à organiser le système éducatif (l'administration générale, l'orientation, la documentation pédagogique et la recherche sur l'éducation) ; les services annexes à l'enseignement, les subventions liées à l'éducation en faveur des ménages. Sont exclues des dépenses publiques d'éducation, celles afférentes aux achats de livres par les familles, les tutorats privés et le coût de vie des étudiants.

Dépenses de protection de l'environnement La dépense nationale attachée à l'environnement renferme les dépenses de protection de l'environnement ainsi que les dépenses d'activités dont l'objet premier n'est pas la protection de l'environnement mais des activités qui lui sont connexes. Elles comprennent la récupération et le recyclage, la mobilisation de la ressource en eau, la gestion des espaces verts urbains, la lutte contre la pollution, la R&D dans le domaine de la protection de l'environnement, la protection de l'environnement.

- (a) **Dépense de logements et équipements collectifs** Elles concernent les logements, les équipements collectifs, l'alimentation en eau, l'éclairage public, la R&D dans le domaine du logement et des équipements collectifs, le logement et les équipements collectifs. Il est à mentionner que la méthode COFOG est plus usitée dans les pays de l'OCDE ³ On peut également noter l'existence d'autres méthodes telles que la classification par nature qui demeure la plus employée de par le monde.

I.2 L'INFLATION

Définition de l'inflation

Le terme inflation vient du mot latin "inflation" signifiant "expansion" et désignait à l'origine une augmentation excessive de la quantité de papier-monnaie. Désormais, le mot « inflation » signifie un déséquilibre général qui entraîne une augmentation générale et auto-entretenu des prix résultant d'une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. Il s'agit d'un phénomène d'auto-renforcement. (Hossein et samisateur et diaf, 2007,)

L'inflation est définie également comme « la perte du pouvoir d'achat de la monnaie matérialisée par une augmentation générale et durable des prix ». (ALAIN. B, CHRISTINE. D, Paris 1991)

L'inflation peut s'expliquer par le fait que les récompenses factorielles augmentent plus vite que la productivité. À mesure que la récompense du facteur de production augmente, l'entreprise augmente le prix des produits qu'elle vend

A la lumière des définitions ci-dessus, nous pouvons aboutir aux conclusions suivantes :

I.2.1 Les hausses des prix

Pour qualifier une hausse des prix d'inflation cette hausse doit être générale, durable et autoentretenu.

1. Les hausses des prix

Pour qualifier une hausse des prix d'inflation cette hausse doit être générale, durable et autoentretenu.

- a) **Hausse générale des prix** Cela signifie que les hausses de prix affectent tous les biens et services. L'inflation ne se limite pas à des augmentations de prix spécifiques, elle augmente tous les prix. Pour dire qu'une augmentation des prix est de l'inflation, il faut d'abord considérer la généralité des prix. Parfois le prix monte, parfois le prix baisse et parfois le prix reste le même. Tous ces mouvements combinés devraient conduire à des niveaux de prix généraux plus élevés. Cependant, l'inflation ne se produit pas lorsque le prix total d'un produit particulier augmente sans augmenter généralement. L'inflation est un mouvement de vague dans lequel la moyenne de tous les prix augmente. En effet, le mouvement à la hausse devrait l'emporter sur le mouvement à la baisse du prix (Maxicours, 2015).

- B) **Hausse durable des prix** L'inflation n'est pas seulement une hausse temporaire des prix. La hausse des prix pendant quelques mois ne signifie pas nécessairement l'inflation. Les prix peuvent augmenter selon la saison. Par exemple, le prix des fruits et légumes fluctue de façon saisonnière en fonction de la quantité de récolte. La hausse des prix doit être due à des déséquilibres persistants plutôt qu'à une rareté relative (Gérando, 2013). La tendance à la hausse devrait perdurer dans le temps. Une augmentation entraîne une autre augmentation. (Maxi Cool, 2015).
- C) **Hausse auto-entretenu des prix** Ce phénomène est perpétuel, car la hausse des prix des matières premières affecte le prix du produit final (dont se nourrit le bétail) (Gerlando, 2013). Lorsque les travailleurs exigent des salaires plus élevés en raison de la hausse des prix, les bénéfices des entreprises diminuent, ce qui entraîne une hausse des prix des produits (les salaires plus élevés sont répercutés). Les ménages réclament à nouveau des mesures telles que des salaires plus élevés compte tenu de la hausse des prix des matières premières et de la baisse du pouvoir d'achat qui l'accompagne. C'est ce qu'on appelle une « spirale inflationniste » (Philippe Escande, 2015).

Pour être considéré comme un phénomène inflationniste, le processus de hausse des prix doit être cumulatif et incontrôlable. L'inflation ne se produit pas seulement lorsque les prix augmentent. Par exemple, un choc de hausse des prix du pétrole ne provoquera pas d'inflation tant que le choc n'affecte que le pétrole et ses dérivés. Mais si cette augmentation capture plus ou moins la production de tous les produits liés au pétrole, il y aura certainement de l'inflation. En fait, cette augmentation touche de nombreux produits (augmentation globale), voire tous. Les hausses de prix conduisent in fine à des réajustements salariaux et donc à tous les autres réajustements de prix dans un mécanisme cumulatif (Economic Alternatives, 2010). Lorsque le prix augmente, la valeur de l'argent diminue. Vous pouvez donc acheter moins pour le même montant. Cependant, cela ne devrait pas sacrifier directement le pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat ne baisse que lorsque les salaires augmentent moins vite que les prix (Global Rates, 2014)

.I.2.2 Mesure de l'inflation

A) L'indice des prix à la consommation IPC

Chapitre 1 : Nations fondamentales sur les dépenses publiques, le chômage et l'inflation

Il est impossible d'observer les variations de prix pour tous les produits de base dans l'économie. Par conséquent, un indice des prix est créé pour mesurer les fluctuations observées. L'indice des prix à la consommation mesure les prix des biens et services offerts aux consommateurs dans toutes les régions à l'aide d'un échantillon de biens et services représentatif de la consommation des ménages. Cet échantillon est mis à jour annuellement pour refléter l'émergence de nouveaux produits (lecteurs de DVD, aliments allégés, etc.) et l'évolution ou la disparition de certains types de produits (vidéocassettes, essence au plomb, etc.). Cet index est créé en deux étapes.

Tout d'abord, créez un indice des prix pour chaque type de produit (par exemple, "l'huile de tournesol") dans un échantillon à travers les zones. Ces indices sont pondérés en fonction de la structure de la consommation des ménages, agrégés en un indice global pour chacun d'un éventail plus large d'articles (huiles et margarines, huiles et graisses et denrées alimentaires) et mis à jour chaque année.

- L'indice des prix à la consommation (IPC) mesure les variations des prix des biens et services de consommation achetés, utilisés ou payés par les ménages.
- L'IPC vise à couvrir l'ensemble des B&S consommés par la population sur le territoire d'un pays donné. Pour ce faire, ils utilisent un ensemble représentatif appelé "panier ménagère". Ce panier de biens et services comprend, par exemple, les aliments et boissons, les produits de soins personnels, les journaux et magazines, les dépenses liées au logement et à l'approvisionnement en eau, gaz, électricité et autres combustibles, les dépenses de santé, de transport, de communications et d'éducation. inclus. Loisirs et culture, restaurants et hôtels. Ce sont des biens et services fréquemment achetés ou consommés quotidiennement

D) Indice des Prix à la Production (IPP)

Selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), l'IPP mesure les variations du prix "sortie usine" d'un produit. Il exclut toutes les taxes, cautions d'expédition et cautions commerciales que l'acheteur pourrait avoir à payer. L'IPP mesure les variations du prix moyen demandé par les producteurs de divers produits de base. Pour cette

raison, il est souvent considéré comme un indicateur avancé de l'évolution des prix dans l'ensemble de l'économie, y compris les variations des prix des biens de consommation et des services. La production manufacturière fait référence à la production de produits semi-finis et d'autres biens intermédiaires, ainsi que de produits finis tels que les biens de consommation et les biens d'équipement

Il s'agit d'un indicateur conjoncturel dont l'objectif est de mesurer l'évolution mensuelle des prix des transactions économiques. Il met en évidence les pressions inflationnistes dans l'économie avant d'atteindre les consommateurs. Ainsi, le PPI est un indice de production - il mesure les variations de prix du point de vue du vendeur. Il est calculé comme une moyenne pondérée des prix des produits connexes. Le prix correct pour le calcul de l'IPP est le prix de base, hors TVA et taxes assimilées déductibles directement liées au chiffre d'affaires, et hors tous droits et taxes sur les biens et services pour lesquels la facture est émise. Cependant, les subventions aux produits reçues par les producteurs (le cas échéant) doivent être ajoutées au prix de base (EUROSTAT, 2014).

Par conséquent, le PPI fournit des informations importantes plus tôt dans le processus de production que l'IPC. Il est considéré comme un précurseur de l'inflation des prix à la consommation. Si le prix payé par le fabricant augmente, l'entreprise peut facturer un prix plus élevé ou réduire ses bénéfices. Ainsi, les prix à la production tendent à expliquer une partie de l'inflation globale. Les produits finis doivent passer par des grossistes et des détaillants, et une augmentation du coût des produits finis dans la chaîne d'approvisionnement aura un effet inflationniste sur le prix que les consommateurs doivent payer. Le PPI est étroitement lié à l'IPC : si le prix d'un article augmente avant qu'il n'atteigne les magasins où les consommateurs peuvent l'acheter, les consommateurs finiront probablement par payer plus pour le même article. Par conséquent, l'IPP est un indicateur avancé de l'inflation à la consommation.

I.2.3 Les types de l'inflation

Maintenant que nous avons défini l'inflation et sa mesure, Il existe plusieurs typologies d'inflation, et nous nous y tenons.

1) I 'inflation latente ou rampante

Ce phénomène se caractérise par une hausse temporaire des prix due à la croissance démographique, une résurgence de la consommation après des tensions socio-politiques et

une pénurie de production. Il progresse lentement sur une longue période de temps et est presque invisible. Il se produit dans 3-4% par personne. Ce type d'inflation est industrialisé, localisé et contrôlé par les institutions publiques. Une telle inflation ne constitue pas une menace sérieuse pour l'économie

2) Inflation stable

C'est-à-dire la stabilité des prix, il semble y avoir un large accord parmi les experts pour dire que la stabilité des prix n'implique pas un taux d'inflation strictement égal à zéro mais entre 1% et 2% Dans le cadre des économies de marché, il est relativement normal que certains prix varient fréquemment, même si les prix sont stables dans l'ensemble, les changements des conditions d'offre et/ou de demande des divers biens ou services entraînent inévitablement des variations de leur prix (Gerdesmeier, 2009)

(c) Inflation galopante ou hyperinflation

La hausse des prix est amplifiée car la motivation psychologique devient de plus en plus faible par rapport à l'équilibre entre l'offre et la demande. L'inflation galopante est une inflation élevée à deux chiffres qui reflète certains dysfonctionnements comme la crise des années 1970 (Phillip. Gaga, 1965). Il s'agit d'une inflation très élevée, qui se traduit par de fortes hausses de prix. Ce type d'inflation est totalement incontrôlable, dépasse 30% et peut survenir dans certains cas comme l'inflation en Amérique Latine dans les années 1960 et 1970 (Guy p schulders, 2008). Ce type d'inflation peut entraîner une perte totale de confiance dans la monnaie locale à mesure qu'elle se déprécie. Cela peut conduire à l'effondrement de l'ensemble de l'économie et du système monétaire, au point où la monnaie nationale disparaît et est remplacée par une nouvelle monnaie (Bedjaoui zahira 2014, P :51).

(c) Inflation ouverte ou déclarée

Certains parlent d'inflation manifeste ou déclarée lorsque les prix augmentent fortement et globalement, durablement, cumulativement. D'une part, cette augmentation est due au fait que certains secteurs de l'économie sont touchés par certains goulots d'étranglement sur les produits de base. Cette rareté entraîne des coûts de production plus élevés, ou des prix plus élevés, pour les biens qui utilisent ce bien. Cette inflation est due à des anticipations infondées de certains agents économiques sur de nouvelles hausses de prix, elle oscille entre 5% et 10% par an. Dans ce cas, le consommateur achète les biens afin de ne pas avoir à acheter les biens au prix gonflé à l'avenir.

3) Inflation importée

Cela indique que les prix augmentent globalement en raison de la hausse des prix des produits importés. En d'autres termes, l'inflation des importations est une augmentation des coûts d'importation, une augmentation de la liquidité et une augmentation des revenus, et ces trois facteurs sont proposés pour expliquer l'évolution de l'inflation des importations.

« L'inflation peut avoir des causes initiales extérieures (par exemple, une évaluation de la monnaie nationale engendre une hausse des prix des produits importés) mais très vite ces causes extérieures se transmettent aux mécanismes intérieurs, si vite que l'inflation importée se transforme en une inflation classique » (Bernier Bernard, SY, 1986)

I.3 L'emploi et le chômage

Définitions du chômage et de l'emploi

L'Insee se réfère aux définitions du chômage et de l'emploi établies par le Bureau International du Travail (BIT). Ces définitions sont adoptées par les organismes statistiques dans de nombreux pays, notamment au sein de l'Union européenne. Selon ces critères, une personne est considérée comme étant sans emploi si elle satisfait simultanément aux conditions suivantes

1. Avoir 15 ans ou plus ;
2. Être sans emploi au cours d'une semaine précise, dite « semaine de référence » ;
3. Avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ;
4. Être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir

Afin d'évaluer le nombre de personnes sans emploi, l'Insee se base sur les enquêtes emploi, qui sont menées directement auprès de la population et à la fin de chaque mois auprès des individus à la recherche d'un emploi. Les listes des demandeurs d'emploi sont publiées par les organismes d'assistance à l'emploi, qui soutiennent les individus dans leur recherche de travail et, dans certains cas, leur attribuent des allocations.

Un individu est considéré comme étant employé s'il a effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours de la semaine de référence, ou s'il a conservé un lien officiel avec son emploi, par exemple grâce à des congés annuels, un arrêt maladie, un congé de maternité, et ainsi de suite. Cette définition de l'emploi est étendue, englobant ainsi des personnes travaillant à temps très partiel ou sur des contrats de courte durée. Ainsi, l'emploi regroupe l'ensemble de personnes actives occupées, c'est-à-dire qui ont une activité rémunérée. Par ailleurs, il convient de mentionner que la population active englobe la totalité des individus qui possèdent ou recherchent un travail légal et rémunéré.

I.3.1 Les différents types de chômage

Il y a une aura entourant le phénomène du chômage qui englobe les individus sans emploi, mais qui ne sont pas officiellement classés comme chômeurs selon les critères du Bureau international du travail. Néanmoins, leur situation est similaire à celle des chômeurs. Ces individus expriment leur désir de travailler ou de trouver un emploi,

- Les individus qui ne peuvent pas se rendre disponibles pour occuper un poste dans les quinze jours suivants ;
- Les personnes qui n'ont pas entrepris activement de rechercher un emploi au cours des quatre dernières semaines.
- Exemple : Les femmes qui désirent réintégrer leur travail après un congé maternité rencontrent des difficultés pour trouver des solutions de garde d'enfants adéquates. En 2019, environ 1,7 million de personnes étaient dans cette situation intermédiaire entre l'emploi et le chômage.

Le sous-emploi englobe les individus qui ont un emploi mais qui travaillent moins que ce qu'ils souhaitent de manière involontaire, comprenant :

- Les personnes travaillant à temps partiel contre leur volonté ;
 - Les personnes travaillant à temps complet ou à temps partiel de manière involontaire. Ces personnes sont considérées dans les statistiques du chômage car elles recherchent activement un emploi stable
- 1) **Le chômage de masse** est une forme de chômage qui affecte une proportion significative de la main-d'œuvre active, par opposition au chômage circonstanciel.

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'analyser les aspects socio-économiques, il est courant d'établir une distinction entre les diverses formes de chômage, en fonction du facteur considéré comme prépondérant pour expliquer l'incapacité d'un individu à trouver un emploi.

- 2) **Le chômage structurel** découle des asymétries inhérentes aux structures socio-économiques, tels que les écarts démographiques, le déclin des industries traditionnelles, les mutations dans la composition des emplois et l'inadéquation entre les compétences acquises par la formation et les exigences des employeurs.
- 3) **Le chômage conjoncturel** résulte d'un ralentissement de l'activité économique.
- 4) **Le chômage technologique** se produit lorsque de nouvelles méthodes de production sont implémentées, engendrant des économies de main-d'œuvre.
- 5) **Le chômage technique** correspond à une période d'inactivité involontaire au sein d'une entreprise, causée par des circonstances spécifiques et extérieures à son contrôle
- 6) **Le chômage partiel** désigne une situation où les employés sont contraints par l'entreprise à une période d'inactivité, dans le but de réduire la production lorsque les conditions économiques sont défavorables.

I.3.2 La mesure du chômage

Le chômage présente une complexité inhérente tant dans sa définition que dans sa quantification. Lorsqu'on considère les individus sans emploi qui font partie de la population active, le calcul du taux de chômage s'effectue de la manière suivante :

$$\text{Taux de chômage} = \text{Nombre de chômeurs} / \text{Population active} \times 100$$

D'après les informations fournies par la banque mondiale dans son enquête rapport sur l'économie 2022. « Le nombre officiel d'offres d'emploi a connu une reprise partielle au T1-2022, mais demeure en deçà de son niveau prépandémie ».

Au 18 avril, 917 000 dossiers auraient été acceptés, pour un coût mensuel initial estimé de 12 milliards DA (plus de 80 millions de dollars). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits a atteint plus de 4 millions en mars 2022, soit environ 14,4% de la population algérienne en âge de travailler », a rapporté la BM.

Chapitre 1 : Nations fondamentales sur les dépenses publiques, le chômage et l'inflation

Selon les estimations de la Banque mondiale, « dans la mesure où ces inscrits sont considérés comme actifs, ce taux représente un niveau planché pour le taux de chômage au mois de mars 2022 ».

La BM rappelle enfin que le 21 avril 2022 le ministre du travail de l'emploi et de la sécurité sociale par l'APS « faisait alors état de 1.5 million de demandes de versement pour un cout mensuel initial prévisionnel de près de 20 milliards DA (140 millions de dollars) »

« Suivant l'annonce le nombre de demandeurs d'emploi a bondi au trimestre 1 2022 (+64% en g.t) la hausse des inscrits étant plus marquée chez les travailleurs peu ou pas qualifiés (+84 %) et chez les femmes (+63%) (Ali benyahya 12/09/2022)

II. Section 2 : Le lien entre les dépenses publique, l'emploi et l'inflation

Selon les différentes écoles de la pensée économique, il existe un lien entre l'inflation, les dépenses publiques et l'emploi. Les dépenses publiques peuvent avoir un impact sur l'emploi, car lorsque le gouvernement augmente ses dépenses, il peut accroître la demande globale dans l'économie et, par conséquent, inciter les entreprises à recruter davantage. Si cette augmentation de la demande n'est pas accompagnée d'une augmentation de la production, elle peut entraîner une hausse des prix, ce qui se traduit par une inflation.

Il convient de noter que les points de vue des économistes peuvent varier au sein d'une même école, et que d'autres écoles de pensée économique peuvent avoir des opinions différentes sur ces questions. De plus, il est important de reconnaître que l'économie est un domaine complexe, et que les relations entre l'inflation, les dépenses publiques et l'emploi peuvent être influencées par de nombreux facteurs et interactions.

II.1 L'apport de l'école classique

II.1.1 Le rôle de l'Etat chez les classiques

Le rôle de l'État peut varier en fonction de l'approche économique adoptée. Selon la pensée économique de l'école classique quelques points sur le rôle de l'état méritent d'être cités.

Les classiques soutiennent généralement un rôle limité de l'État dans l'économie. Ils préconisent souvent une approche de laissez-faire, dans laquelle l'État intervient peu dans les dépenses publiques et laisse les marchés fonctionner de manière autonome. Selon eux, les marchés ont tendance à s'ajuster d'eux-mêmes et à atteindre l'équilibre, y compris en ce qui concerne l'emploi. Les classiques estiment que l'intervention excessive de l'État peut entraîner des distorsions sur le marché et des inefficacités économiques

II.1.2 La place de la politique budgétaire chez les classiques

Les classiques ont une perspective différente de celle des autres écoles de pensée économique en ce qui concerne l'efficacité de la politique budgétaire pour influencer l'inflation, les dépenses publiques et l'emploi.

Selon les classiques, la politique budgétaire a un effet limité sur l'économie réelle à long terme. Ils soutiennent que les forces du marché, comme l'offre et la demande, sont les principaux déterminants de l'emploi et de l'inflation à long terme.

Chapitre 1 : Nations fondamentales sur les dépenses publiques, le chômage et l'inflation

En ce qui concerne l'inflation, les classiques considèrent que l'inflation est principalement causée par une augmentation de la masse monétaire, plutôt que par les dépenses publiques. Selon eux, une augmentation des dépenses publiques financée par l'emprunt ou la création de monnaie ne fait que déplacer les ressources d'un secteur à un autre, sans créer réellement de la richesse supplémentaire. Par conséquent, les dépenses publiques n'ont qu'un impact limité sur l'inflation à long terme selon les classiques.

En ce qui concerne l'emploi, les classiques soutiennent la théorie du marché du travail flexible. Selon cette théorie, le marché du travail s'ajuste naturellement pour équilibrer l'offre et la demande de travail. Les salaires et les prix s'ajustent pour éliminer les déséquilibres sur le marché du travail. Par conséquent, une politique budgétaire expansionniste, telle qu'une augmentation des dépenses publiques, n'aurait pas d'effets durables sur l'emploi selon les classiques. Ils estiment que l'économie tend vers un niveau naturel de chômage, appelé taux de chômage d'équilibre, qui est déterminé par des facteurs structurels tels que les institutions du marché du travail et les incitations à travailler.

Dans l'optique classique, l'efficacité de la politique budgétaire pour influencer l'inflation et l'emploi est limitée. Les classiques soutiennent généralement une approche de laissez-faire, dans laquelle les forces du marché sont autorisées à fonctionner sans intervention gouvernementale excessive. Ils mettent davantage l'accent sur les politiques monétaires, telles que le contrôle de la masse monétaire, pour maintenir la stabilité des prix à long terme.

II.1.3 La courbe de Philips chez les classiques

Les classiques remettent généralement en question la validité de la courbe de Phillips dans la relation entre l'inflation, les dépenses publiques et l'emploi. Selon leur point de vue, il n'y a pas de relation stable et à long terme entre l'inflation et le chômage.

Les classiques ne soutiennent que les forces du marché, telles que l'offre et la demande, déterminent principalement les niveaux d'emploi et de production à long terme. Ils considèrent que l'inflation est principalement causée par une augmentation excessive de la masse monétaire par rapport à la production réelle de biens et de services. Ainsi, pour les classiques, l'inflation est principalement un phénomène monétaire, et non le résultat d'une relation inverse stable entre l'inflation et le chômage.

Chapitre 1 : Nations fondamentales sur les dépenses publiques, le chômage et l'inflation

En ce qui concerne les dépenses publiques, les classiques soutiennent généralement une approche de laissez-faire et sont sceptiques quant à l'efficacité des dépenses publiques pour stimuler l'emploi à long terme. Ils estiment que les ressources économiques sont allouées de manière optimale par le marché et que toute intervention gouvernementale excessive dans l'économie, y compris les dépenses publiques, peut perturber les mécanismes du marché et entraîner des inefficacités.

Pour les classiques, la relation entre l'inflation, les dépenses publiques et l'emploi est plus complexe que ce que suggère la courbe de Phillips. Ils mettent davantage l'accent sur des facteurs structurels, tels que les institutions du marché du travail, la productivité et les incitations à travailler, pour expliquer les variations de l'emploi et de l'inflation.

Il est important de noter que les opinions et les perspectives peuvent varier au sein de l'école de pensée classique, et certains économistes classiques peuvent avoir des vues légèrement différentes sur ces questions.

II.2 L'apport des monétaristes

Les monétaristes, une école de pensée économique influencée par les travaux de Milton Friedman, ont une perspective légèrement différente sur le lien entre les dépenses publiques, l'inflation et l'emploi par rapport aux classiques

II.2.1 Le rôle de l'État chez les monétaristes

Les monétaristes reconnaissent le rôle de l'État dans la gestion de la masse monétaire, mais ils privilégient généralement une politique monétaire stable et prévisible. Ils soutiennent que l'État devrait se concentrer sur le maintien de la stabilité des prix en contrôlant la croissance de la masse monétaire. Ils estiment que des dépenses publiques excessives financées par une création de monnaie peuvent entraîner une inflation et perturber l'économie. Les monétaristes recommandent souvent une politique budgétaire responsable et une gestion prudente de la monnaie pour maintenir la stabilité économique.

Il convient de noter que ces perspectives sont simplifiées et que différents économistes peuvent avoir des nuances dans leurs points de vue. L'État joue un rôle complexe et multi facette dans l'économie, et son impact sur les dépenses publiques, l'inflation et l'emploi dépend de

nombreux facteurs, notamment les politiques économiques adoptées, les institutions en place et les conditions spécifiques de chaque économie.

II.2.2 La politique budgétaire chez les monétarismes

Selon les monétaristes, la politique budgétaire peut avoir un effet sur l'inflation à court terme, mais ses effets à long terme sont limités. Ils mettent l'accent sur la relation entre la quantité de monnaie en circulation et l'inflation. Les monétaristes soutiennent que l'inflation est principalement causée par une croissance excessive de la masse monétaire par rapport à la croissance de la production réelle de biens et services. Ainsi, une politique budgétaire expansionniste, qui conduit à une augmentation des dépenses publiques financées par la création de monnaie, peut entraîner une pression inflationniste.

En ce qui concerne l'emploi, les monétaristes estiment que les fluctuations de l'emploi sont principalement causées par des chocs monétaires, c'est-à-dire des changements dans la quantité de monnaie en circulation. Ils soutiennent que la politique monétaire doit être gérée de manière à maintenir une croissance stable de la masse monétaire à un taux équivalent à la croissance de la production réelle. Cela contribuerait à stabiliser la demande agrégée et à éviter les fluctuations excessives de l'emploi.

Dans la perspective monétariste, une politique budgétaire expansionniste, caractérisée par une augmentation des dépenses publiques financées par la création de monnaie, peut perturber l'économie en provoquant une inflation élevée. Une inflation élevée peut rendre les prévisions économiques plus difficiles, perturber les marchés et avoir des conséquences négatives sur l'emploi à long terme.

Par conséquent, les monétaristes recommandent généralement une politique budgétaire responsable et une gestion prudente de la masse monétaire pour maintenir la stabilité économique. Ils mettent l'accent sur la nécessité de maintenir une croissance stable de la masse monétaire pour favoriser la stabilité des prix et l'emploi à long terme, et considèrent que la politique monétaire est un outil plus efficace que la politique budgétaire pour atteindre ces objectifs.

II.2.3 La courbe de Philips chez les monétarismes

Les monétaristes ont une approche différente de la courbe de Phillips par rapport à d'autres écoles de pensée économique. Ils remettent en question la validité d'une relation stable et à long terme entre l'inflation et le chômage telle que décrite par la courbe de Phillips.

Selon les monétaristes, l'inflation est principalement causée par une croissance excessive de la masse monétaire par rapport à la croissance de la production réelle de biens et de services. Ils soutiennent que les variations de l'inflation sont principalement monétaires et que toute tentative de réduire le chômage en stimulant excessivement la demande globale à travers les dépenses publiques conduirait finalement à une inflation plus élevée.

Les monétaristes estiment que la politique monétaire est l'outil principal pour contrôler l'inflation et favoriser la stabilité économique à long terme. Ils recommandent généralement une croissance stable et modérée de la masse monétaire pour éviter les pressions inflationnistes.

En ce qui concerne les dépenses publiques, les monétaristes sont en faveur d'une discipline budgétaire et d'une gestion prudente des finances publiques. Ils soulignent que des niveaux élevés de dépenses publiques financées par l'emprunt ou la création de monnaie peuvent créer des distorsions dans l'économie et augmenter la pression inflationniste.

Dans la perspective monétariste, la courbe de Phillips peut être plus pertinente à court terme, mais à long terme, l'inflation est principalement déterminée par la politique monétaire et la croissance de la masse monétaire. Les variations de l'emploi sont davantage influencées par des facteurs structurels, tels que les incitations à travailler et les caractéristiques du marché du travail, plutôt que par des politiques de demande agrégée telles que les dépenses publiques.

Il est important de noter que les opinions et les approches monétaristes peuvent varier et que certains économistes monétaristes peuvent avoir des points de vue légèrement différents en ce qui concerne la politique budgétaire et son impact sur l'inflation, les dépenses publiques et l'emploi.

II.3 L'apport de l'école keynésienne

Les keynésiens, une école de pensée économique fondée sur les travaux de John Keynes, ont une perspective différente sur le lien entre les dépenses publiques, l'inflation et l'emploi.

II.3.1 Le rôle de l'état chez les keynésiens

Les keynésiens soutiennent que l'État peut jouer un rôle actif dans la stimulation de l'activité économique et la gestion de l'emploi. Selon eux, lorsque l'économie est en récession ou en sous-utilisations des ressources, l'État peut augmenter ses dépenses publiques pour stimuler la demande globale et favoriser la croissance économique. Cela peut contribuer à réduire le chômage. Les keynésiens considèrent que l'État doit être un stabilisateur économique et utiliser des politiques fiscales et monétaires pour influencer l'activité économique.

II.3.2 La politiques budgétaire chez Les keynésiens

Selon les keynésiens, la politique budgétaire peut être un outil puissant pour influencer l'inflation, les dépenses publiques et l'emploi, en particulier dans les périodes de récession ou de sous-utilisations des ressources économiques. Ils mettent l'accent sur la demande globale et considèrent que l'activité économique est déterminée par les dépenses totales dans l'économie.

Lorsque l'économie est en récession, les keynésiens soutiennent que le gouvernement peut augmenter ses dépenses publiques pour stimuler la demande globale. Cette augmentation de la demande peut entraîner une augmentation de la production, ce qui se traduit par une augmentation de l'emploi et une réduction du chômage. Les keynésiens considèrent que les dépenses publiques peuvent compenser le manque de demande privée et agir comme un moteur pour stimuler l'activité économique.

En ce qui concerne l'inflation, les keynésiens reconnaissent que des dépenses publiques excessives peuvent entraîner une pression inflationniste si l'économie se rapproche du plein emploi. Cependant, ils soutiennent que dans les périodes de sous-utilisations des ressources et de faible demande, l'inflation est généralement moins préoccupante que le chômage. Les keynésiens considèrent que l'inflation peut être gérée par des politiques monétaires et fiscales appropriées lorsque l'économie se rapproche du plein emploi.

La politique budgétaire keynésienne consiste à utiliser les dépenses publiques pour stabiliser l'activité économique et favoriser l'emploi. Ils soutiennent que le gouvernement peut ajuster ses dépenses pour stimuler l'investissement, soutenir les programmes sociaux, promouvoir l'infrastructure et favoriser la demande agrégée. L'objectif est de maintenir une demande globale

suffisante pour éviter les déséquilibres et les périodes prolongées de chômage.

En résumé, pour les keynésiens, la politique budgétaire joue un rôle essentiel dans la gestion de l'inflation, des dépenses publiques et de l'emploi. Ils soutiennent que des dépenses publiques ciblées et une gestion proactive de la demande agrégée peuvent stimuler l'activité économique, réduire le chômage et atténuer les fluctuations économiques

II.3.3 La courbe de Phillips chez les keynésiens

La courbe de Phillips joue un rôle central dans la pensée keynésienne en ce qui concerne l'inflation, les dépenses publiques et l'emploi. Selon les keynésiens, il existe une relation inverse entre l'inflation et le chômage, telle que décrite par la courbe de Phillips.

Selon la perspective keynésienne, l'inflation est considérée comme un phénomène essentiellement lié à la demande agrégée dans l'économie. Lorsque la demande globale est insuffisante par rapport à la capacité de production de l'économie, le chômage augmente et l'inflation diminue. En revanche, lorsque la demande globale augmente et se rapproche du plein emploi, l'inflation a tendance à augmenter.

Les dépenses publiques jouent un rôle important dans la relation entre l'inflation et l'emploi chez les keynésiens. Les keynésiens soutiennent que le gouvernement peut utiliser les dépenses publiques pour stimuler la demande agrégée et réduire le chômage. Lorsque l'économie est en récession ou en sous-utilisations des ressources, une augmentation des dépenses publiques peut créer de la demande supplémentaire, stimuler la production et favoriser l'emploi.

Cependant, les keynésiens reconnaissent également qu'une augmentation excessive des dépenses publiques peut entraîner une pression inflationniste, surtout lorsque l'économie se rapproche du plein emploi. Ils soulignent la nécessité de politiques budgétaires équilibrées et bien calibrées pour éviter des niveaux excessifs d'inflation.

Dans la perspective keynésienne, la courbe de Phillips est considérée comme une relation à court terme entre l'inflation et le chômage, influencée par des facteurs tels que la demande agrégée, les dépenses publiques et les politiques budgétaires. Les keynésiens soulignent également que des ajustements structurels et institutionnels, tels que les négociations salariales et la flexibilité du marché du travail, peuvent influencer la relation entre l'inflation et le chômage à long terme

Chapitre 1 : Nations fondamentales sur les dépenses publiques, le chômage et l'inflation

En résumé, selon les keynésiens, la courbe de Phillips reflète une relation inverse entre l'inflation et le chômage, et les dépenses publiques peuvent jouer un rôle dans la gestion de cette relation. Les keynésiens mettent l'accent sur l'utilisation des politiques budgétaires pour stimuler la demande agrégée, réduire le chômage et atténuer les fluctuations économiques

Conclusion

En conclusion, les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation sont des éléments interdépendants dans le domaine de l'économie. Les choix effectués par les gouvernements en matière de dépenses publiques ont un impact significatif sur l'emploi et l'inflation au sein d'une économie donnée. L'augmentation des dépenses publiques peut favoriser la création d'emplois, que ce soit directement dans le secteur public ou en soutenant des industries génératrices d'emplois. Les investissements dans les infrastructures, par exemple, peuvent stimuler l'emploi dans la construction et les secteurs connexes. De plus, les dépenses publiques peuvent également stimuler la demande globale, encourageant ainsi les entreprises à embaucher davantage.

L'effet des dépenses publiques sur l'emploi et l'inflation dépend de la manière dont elles affectent l'économie. Si les dépenses publiques sont utilisées de manière expansive pour stimuler la demande globale et réduire le chômage, cela peut entraîner une hausse temporaire de l'inflation. Cependant, à long terme, l'effet des dépenses publiques sur l'inflation dépend de la capacité de l'économie à répondre à cette demande supplémentaire. Si l'économie atteint ses limites de production et fonctionne à plein emploi, une augmentation continue des dépenses publiques peut entraîner une inflation plus élevée.

Les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation sont des variables économiques interconnectées. Les décisions en matière de dépenses publiques doivent être prises avec soin, en tenant compte de l'impact sur l'emploi et l'inflation, afin de favoriser une croissance économique équilibrée et durable.

CHAPITRE 2
DÉPENSES PUBLIQUES, CHÔMAGE ET
INFLATION EN ALGÉRIE

INTRODUCTION

Les dépenses publiques sont un aspect crucial de l'économie de tout pays, elles sont « un puissant moteur pour stimuler la croissance » (Commendatore Pasquale et Pinto Antonio (2011), et leur rôle est particulièrement important dans les économies en développement.

Depuis son indépendance en 1962, l'Algérie a connu une spécialisation poussée dans le secteur des hydrocarbures, ce qui a conduit à une forte concentration des dépenses publiques dans ce secteur. Toutefois, l'impact des dépenses publiques sur l'économie algérienne va bien au-delà de la seule rente pétrolière. En effet, les dépenses publiques ont également joué un rôle important dans l'évolution du chômage et de l'inflation dans le pays.

Dans ce chapitre, nous allons étudier la place des dépenses publiques dans l'économie algérienne depuis l'indépendance et analyser leur impact sur le marché de l'emploi et sur l'inflation durant la période 1990-2021. Ce chapitre est structuré en trois sections : la première section porte sur la place qu'occupent les dépenses publiques dans l'économie algérienne, la deuxième section porte sur l'évolution de la situation de l'emploi en Algérie et, enfin, la troisième section traite de l'évolution du taux de l'inflation en Algérie.

I. Section 1 : La place des dépenses publiques dans l'économie algérienne

En Algérie, les dépenses publiques représentent une part importante du PIB avec un pourcentage de 42% au cours des dernières années. Les dépenses publiques ont été un moteur essentiel de la croissance économique depuis l'indépendance en 1962, en particulier dans le secteur industriel.

La dépendance excessive aux exportations de pétrole et de gaz a mis en évidence la nécessité de diversifier l'économie algérienne. C'est pourquoi le gouvernement a mis en place plusieurs plans de relance pour stimuler les investissements dans des secteurs tels que l'agriculture, le tourisme et les énergies renouvelables. Dans cette optique, cette section examinera la place des dépenses publiques dans l'économie algérienne, en se concentrant sur l'importance du secteur industriel, les défis liés à la dépendance excessive aux exportations de matières premières et les différents plans de relance mis en œuvre pour diversifier l'économie.

CHAPITRE2 : Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

I.1 Les différents plans de relance durant la période 1962-1999 :

La guerre d'indépendance a laissé le pays dans une situation économique difficile et nécessitant des plans de relance importants pour reconstruire et développer l'économie nationale. Ainsi, depuis l'indépendance de l'Algérie, les dépenses publiques ont joué un rôle central dans l'économie du pays. Cela s'explique notamment par la volonté des autorités de développer une économie « industrialisant » et de combler le retard économique accumulé durant la période coloniale.

Les dépenses publiques ont ainsi été massivement orientées vers la construction d'infrastructures (routes, ports, aéroports, barrages, etc.), la mise en place d'une industrie lourde (sidérurgie, pétrochimie, mécanique, etc.), le développement du secteur agricole, la construction de logements sociaux, la mise en place d'un système de santé et d'éducation, etc.

Ces dépenses publiques ont été financées principalement par les revenus pétroliers, qui ont constitué pendant longtemps la principale source de revenus du pays. Ainsi, les fluctuations des prix du pétrole ont eu un impact direct sur les finances publiques et sur l'économie du pays dans son ensemble.

Ainsi, au fil des années, plusieurs plans de relance ont été mis en place pour stimuler la croissance économique et améliorer les conditions de vie de la population. Voici un aperçu des principaux plans de relance adoptés durant la période 1962-2000 :

- (1) Plan triennal 1962-1964 : Ce plan visait à reconstruire les infrastructures du pays et à réduire la dépendance économique vis-à-vis de la France. (Benachenhou, A., 1988).
- (2) Plan quinquennal 1965-1970 : Ce plan visait à industrialiser l'économie algérienne et à développer l'agriculture (Benachenhou, A., 1975).
- (3) Plan quinquennal 1971-1975 : Ce plan visait à diversifier l'économie algérienne et à réduire la dépendance aux hydrocarbures (Benachenhou, A., 1975).
- (4) Plan quinquennal 1976-1980 : Ce plan visait à développer les secteurs de l'énergie et de la sidérurgie, ainsi que l'agriculture (Benachenhou, A., 1988).
- (5) Plan triennal 1981-1983 : Ce plan visait à relancer l'économie en réduisant les dépenses publiques et en encourageant l'investissement privé (Hanafi, S., 1986). Le plan d'ajustement structurel en Algérie : évolution et perspectives.

CHAPITRE2 : Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

- (6) Plan triennal 1984-1986 : Ce plan visait à moderniser l'agriculture et à développer l'industrie légère (Hanafi, S., 1986).
- (7) Plan triennal 1987-1989 : Ce plan visait à stimuler la croissance économique en encourageant l'investissement privé et en développant le tourisme (Hanafi, S., 1986).
- (8) Plan de relance économique 1994-1999 : Ce plan visait à relancer l'économie en augmentant les investissements dans les secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie et les infrastructures (Benachenhou, A., & Henni, A., 2002).

Les dépenses publiques ont joué un rôle important dans l'économie algérienne, en permettant notamment la mise en place d'infrastructures et l'essor d'une industrie lourde. Cependant, Malgré ces investissements massifs, l'économie algérienne reste largement dépendante des hydrocarbures, qui a représenté plus de 90% des exportations du pays. De plus, le secteur public est souvent critiqué pour son inefficacité et sa lourdeur, ce qui limite l'impact des dépenses publiques sur le développement économique et social.

Par ailleurs, Il convient de noter que ces plans ont été élaborés dans un contexte économique et politique particulier, marqué notamment par la nationalisation des secteurs clés de l'économie, la chute des prix du pétrole dans les années 1980 et la crise sécuritaire des années 1990.

I.2 Les différents plans de relance économique depuis 2000 :

Depuis 2000, l'Algérie a bénéficié d'une embellie financière sans précédent, issue de ses exportations d'hydrocarbures. Cette embellie a constitué un prétexte pour un retour de l'Etat dans la sphère économique. En effet, l'Algérie a orienté ses ressources budgétaires à des programmes ambitieux d'investissement public et à des transferts sociaux conséquents (Kaci, B. & Yaici, F., 2018). Les différents plans sont :

- (1) Le Plan de soutien à la croissance économique 2000-2004 : Ce plan visait à stimuler l'économie en augmentant les investissements dans les secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie et les infrastructures (Benachenhou, A., & Henni, A., 2002).
- (2) Le Plan de développement économique et social 2005-2009 : Ce plan visait à diversifier l'économie en développant des secteurs tels que le tourisme, les énergies renouvelables, l'agriculture et l'industrie (Henni, A., 2010).
- (3) Le Plan de relance économique 2009-2014 : Ce plan visait à stimuler l'économie en augmentant les dépenses publiques dans les secteurs clés, en créant des emplois et en favorisant l'investissement privé (Benachenhou, A., 2012).

CHAPITRE2 : Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

(4) Le Plan d'action économique 2015-2019 : Ce plan visait à renforcer les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme, tout en réduisant la dépendance aux hydrocarbures (Henni, A., 2018).

Ces plans ont permis essentiellement de doter le pays d'une importante infrastructure et de réduire le chômage. Néanmoins, ces résultats semblent insuffisants, eu égard à l'importance des dépenses publiques engagées : faibles taux de croissance du PIB réel par rapport à la croissance potentielle, explosion des importations de produits alimentaires et industriels et, surtout, absence de diversification de l'économie algérienne.

I.3 Evolution des dépenses publiques durant la période 1990 2021 :

L'Algérie a connu des changements significatifs dans ses dépenses publiques au fil des décennies. Depuis son indépendance en 1962, le pays a vu une augmentation constante de ses dépenses publiques, qui ont été principalement axées sur le développement économique et social. L'Algérie a également connu des périodes de forte croissance économique, mais a également été confrontée à des défis tels que la chute des prix du pétrole, qui a eu un impact sur ses finances publiques.

Dans ce point, nous allons examiner l'évolution des dépenses publiques en Algérie, en nous concentrant sur les facteurs qui ont influencé cette évolution, les politiques mises en place pour gérer ces dépenses :

A) **Période 1990-2000 :** Les dépenses publiques reflètent le rôle de l'État et son développement, et leurs types ont varié et leur taille a augmenté de manière équilibrée avec l'évolution du rôle de l'État du gardien à l'intervenant, qui s'est reflété dans l'activité financière du gouvernement, et depuis que l'Algérie a poursuivi une politique dans laquelle le secteur public a prévalu, les dépenses publiques ont joué un rôle majeur dans l'activité économique.

CHAPITRE2 : Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

Tableau N° 01 : Evolution des dépenses publiques durant la période 1990-2000

(En millions de DA).

Années	Dépenses totales	Dépenses de gestion	Dépenses d'équipement
1990	136 000	90 400	45 600
1991	232 800	158 000	74 800
1992	420 131	276 131	144 000
1993	476 627	291 417	185 210
1994	577 603	330 403	247 200
1995	759 617	473 694	285 923
1996	883 300	590 500	292 800
1997	940 900	665 200	275 700
1998	970 700	725 000	245 700
1999	1 034 400	768 600	265 800
2000	1 199 910	880 970	318 940

Source : Ministre des finances

D'après le tableau ci-dessus on remarque l'augmentation des dépenses publiques durant la période 1990 et 2000. En effet, les dépenses publiques en 1990 ont été modestes, avec 136.000 millions de DZD passant en 1995 à 759617 millions de DZD, cela signifie que les dépenses ont doublé pendant cette période d'environ 3 fois. Ceci est dû à l'amélioration des recettes générales de l'État due elle-même à la hausse des prix du pétrole, l'augmentation des dépenses salariales qui en résulte et le remboursement de la dette publique définie par des accords et des mesures préliminaires liés au crédit et à l'emprunt.

Après une estimation de 883.300 millions de DZD en 1996, les dépenses publiques ont augmenté à 1199910 millions de DZD en 2000, une faible proportion par rapport à la phase précédente. Cette lente évolution des dépenses publiques est due aux réformes structurelles soutenues par le Fonds monétaire international (FMI) visant à réduire les dépenses publiques et à lever les subventions de l'État.

Tableau N° 02 : Evolution des dépenses publiques durant la période 2001-2021

(En milliards de DA).

	Dépenses d'équipement	Dépenses de gestion	Dépenses totales
2001	357.395	963.633	1321.028
2002	452.930	1097.716	1550.646
2003	516.504	1122.761	1639.265
2004	638.036	1250.894	1888.930
2005	806.905	1245.132	2052.037
2006	1015.144	1437.870	2453.014
2007	1434.638	1674.031	3108.669
2008	1973.278	2217.775	4191.053
2009	1946.311	2300.023	4246.334
2010	1807.862	2659.078	4466.940
2011	1934.500	3797.252	5731.752
2012	2275.500	4782.600	7058.100
2013	1892.600	4131.500	6024.100
2014	2501.400	4494.300	6995.700
2015	3039.300	4617.000	7656.300
2016	2711.900	4585.600	7279.500
2017	2605.400	4677.200	7282.600
2018	4043.310	4584.460	8627.770
2019	2034.260	4326.910	6543.490
2020	2612,7	4727,72	7340,15
2021	2978,18	5664,51	8642,68

Source : Etabli par l'ONS et La Banque mondiale

La forte croissance des dépenses publiques entre 2001 et 2007 est due en grande partie aux dépenses en capital, qui sont passées de 65,4 % des dépenses courantes en 2001 à 85,7 % en 2007. L'année 2008 a été caractérisée par une forte augmentation des dépenses publiques, en particulier des dépenses de fonctionnement estimées à 32,5%, un large excédent. En 2009, le pays a dû faire face à une forte baisse des recettes fiscales pétrolières, qui a conduit à son premier déficit depuis une décennie (5,7 % du PIB). Après cette grave crise extérieure, le déficit global a fortement diminué en 2010, les prix du carburant se sont fortement redressés, tandis que les coûts d'exploitation sont restés élevés. Ces dépenses ont encore augmenté (42,8 %) en 2011, année caractérisée par un léger déficit des finances publiques, tiré de manière déterminante par la hausse des prix des carburants (40,9 %) (Ministère des Finances, 2012).

Le budget 2016 s'élève à 7 279,5 milliards de dinars, en baisse de 3,6% par rapport aux 7 656,3 milliards de dinars de 2015. On prévoyait auparavant une croissance de 16 %, 1 % et 9,4 % en

CHAPITRE2 : Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

2014 et 2015, respectivement. La loi de finances 2016 stipule que les coûts de gestion et d'équipement sont respectivement de 4 585,6 milliards de dinars et 2 711,9 milliards de dinars.

En 2017, les dépenses budgétaires globales sont restées relativement stables, n'augmentant que de 1,3 %. Ces dépenses sont restées stables à 7.282,6 milliards de dinars à 7.297,5 milliards de dinars en 2016, avec une légère augmentation due à une augmentation des dépenses courantes (3,8%) malgré une baisse des dépenses en capital (3%). Les dépenses totales en 2019 se sont élevées à 6 543,5 milliards de dinars, contre 8 627,8 milliards de dinars en 2018, tandis que les dépenses administratives et autres ont diminué de 2018 à 2019.

En regardant les données pour les années 2020 et 2021, on peut constater que toutes les dépenses ont augmenté. Les dépenses d'équipement en 2020 ont augmenté de 50,4 % par rapport à l'année précédente, passant de 1 807,86 milliards de dinars à 2 612,7milliards de dinars. Cela peut indiquer une volonté d'investir dans de nouveaux équipements ou des améliorations pour les équipements existants.

Les dépenses de gestion ont également augmenté en 2020, passant de 2 659,08milliards de dinars à 4 727,72milliards de dinars, soit une augmentation de 77,8 %. Cette augmentation peut être due à une augmentation des coûts de personnel ou des coûts liés à la gestion et à l'administration de l'entreprise.

En 2021, les dépenses continuent d'augmenter par rapport à 2020. Les dépenses d'équipement ont augmenté de 14,2 %, passant de 2 612,7milliards de dinars à 2 978,18milliards de dinars. Les dépenses de gestion ont également augmenté de 19,7 %, passant de 4 727,72milliards de dinars à 5 664,51milliards de dinars. Les dépenses totales ont augmenté de 17,5 %, passant de 7 340,15 milliards de dinars à 8 642,68milliards de dinars.

II. Section 2 : l'apport des dépenses publiques dans la réduction du chômage en Algérie.

Les dépenses publiques peuvent contribuer à la réduction du chômage en Algérie de plusieurs façons. L'Algérie est confrontée depuis des années à un taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes diplômés. Pour renverser cette situation, le gouvernement a mis en place un certain nombre de politiques et de mesures visant à encourager la création d'emplois et à réduire le chômage. L'une des mesures les plus importantes consiste à augmenter les dépenses publiques dans divers secteurs de l'économie, tels que les investissements dans les infrastructures, l'éducation et la santé. En fait, ces dépenses stimulent la croissance économique, ce qui augmente la demande de main-d'œuvre et réduit ainsi le chômage.

II.1 Evolution du chômage en Algérie durant la période 1990 - 2010 :

Le phénomène du chômage reste une préoccupation majeure du gouvernement algérien, car il a un impact énorme sur les sphères sociales et économiques. C'est un gaspillage d'énergie productive qui ne peut pas être stockée, conduit à la pauvreté et à la ségrégation, et réduit les revenus en tant que l'une des ressources budgétaires générales de l'État. Pour comprendre le chômage pendant la période d'étude, regardons le tableau ci-dessous :

Tableau N° 3 : Evolution du taux de chômage durant la période 1990-2010 (en %).

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	
Taux de chômage	19.7	20.2	21.3	23.1	24.3	28.1	27.9	27.9	28.0	29.29	
e	5	6	6	5	6	0	8	6	2		
Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taux de chômage	29.4	27.3	25.6	23.7	17.6	15.2	12.5	13.7	11.3	10.1	9.96
e	9	0	6	1	5	6	1	9	3	6	

Source : Statistiques de la Banque mondiale

Au cours de cette période 1990-2000, le taux de chômage en Algérie a augmenté d'année en année, passant de 19,75% en 1990 à 29,49% en 2000. Cette augmentation est due, entre autres, aux difficultés financières que connaît l'Algérie en raison de la faiblesse des prix du pétrole, de la diminution des revenus de la collecte du pétrole, d'une part, et de l'incapacité des institutions publiques et de leur incapacité à créer davantage d'emplois, d'autre part. En effet, la hausse du chômage au cours de cette période s'explique par le recul de l'activité de développement, due aux conditions de sécurité difficiles de l'Algérie, ainsi qu'aux réformes structurelles entreprises avec le Fonds monétaire international, qui ont eu un impact significatif sur le niveau de l'emploi

CHAPITRE2 : Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

et du chômage en raison d'handicap des institutions économiques publiques, des licenciements massifs et d'autres raisons.

Le taux de chômage en 2000 était de 29,49%, tombant en 2004 à 17,65% (environ 1,672 millions de chômeurs d'après l'ONS) pour l'ensemble de la population active. À partir de cette année, les taux de chômage ont commencé à baisser jusqu'à atteindre 9,96% en 2010. Cette baisse du chômage au cours des dernières années est attribuée principalement à l'amélioration de la sécurité et de la situation économique du pays. L'indicateur économique et social, auquel le régime d'aide à la relance économique a contribué de manière significative, s'ajoute à l'amélioration de la situation monétaire et budgétaire et à l'amélioration des réserves de change due à la hausse des prix du pétrole, contribuant ainsi à créer des emplois et à réduire le chômage.

II.2 Evolution du chômage en Algérie durant la période 2011 - 2021 :

Le tableau ci-dessus présente les taux de chômage annuels pour la période allant de 2011 à 2021.

Tableau N°4 : Evolution du taux de chômage durant la période 2011-2021 (en %)

Années	Taux de chômage
2011	10
2012	11
2013	9,8
2014	10,2
2015	11,2
2016	10,2
2017	10,3
2018	10,4
2019	10,5
2020	12,2
2021	11,7

Source : Etabli à partir des données de la banque mondiale

En analysant le tableau ci-dessus, on peut observer une relative stabilité du taux de chômage jusqu'en 2019, où le taux de chômage atteint 10,5%. Le taux de chômage a atteint son point le plus bas en 2013 avec un taux de 9,8%. En 2020 ? Le taux de chômage a connu une hausse importante, il s'élevait à 12,2% en raison de la pandémie de COVID-19. En 2021, le taux de chômage a légèrement diminué pour atteindre 11,7%.

CHAPITRE2 : Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

Ces données suggèrent une certaine instabilité du marché de l'emploi au cours de cette période, avec des fluctuations importantes liées à des événements économiques majeurs tels que la crise financière de 2008 et la pandémie de COVID-19. Cependant, malgré ces fluctuations, le taux de chômage est resté relativement stable autour de 10% au cours des dernières années, ce qui peut refléter un certain équilibre sur le marché de l'emploi.

Il convient également de noter que ces données ne prennent pas en compte d'autres facteurs importants tels que la qualité des emplois, les salaires et les niveaux de formation, qui peuvent également avoir un impact important sur le bien-être économique des travailleurs.

III. Section 3 : Inflation en Algérie

L'inflation est un phénomène économique caractérisé par une augmentation généralisée et persistante des prix des biens et services dans une économie donnée. En général, des taux d'inflation élevés peuvent avoir des conséquences économiques négatives, notamment une diminution du pouvoir d'achat des ménages, une réduction de la demande de biens et de services, et une augmentation des coûts de production pour les entreprises. Cependant, une inflation modérée peut également être considérée comme bénéfique pour l'économie, en encourageant les investissements et en stimulant la croissance économique.

L'inflation est un sujet brûlant en Algérie, car les prix des matières premières dans le pays ont augmenté au cours des dernières années. Les causes de l'inflation en Algérie sont multiples, notamment la dépréciation de la monnaie, la réduction de la production intérieure, l'augmentation des coûts de production et la hausse des prix des matières premières sur le marché international. Le gouvernement algérien a pris des mesures pour tenter de contrôler l'inflation, mais ces mesures ont souvent été controversées.

III.1 L'inflation en Algérie durant la période antérieure à 1990 :

Les taux d'inflation ont été réduits durant l'économie planifiée en raison des restrictions de prix qui ont été fixées de manière administrative pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens. A la fin des années 1980, la plupart des activités ne fonctionnaient pas avec une efficacité reconnue à l'échelle internationale reflétant les équilibres de l'économie algérienne. L'offre globale n'a pas non plus été en mesure de répondre aux augmentations idéales de la demande globale, générant des pressions internes.

- Période 1990 - 2010 :

Le tableau ci-dessus présente les taux d'inflation annuels pour la période allant de 1990 à 2010.

CHAPITRE2 : Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

Tableau N° 5 : Evolution du taux d'inflation durant la période 1990-2010 (en %)

Années	Taux d'inflation
1990	16,672
1991	25,886
1992	31,669
1993	20,54
1994	29,047
1995	29,979
1996	18,679
1997	5,733
1998	4,95
1999	2,645
2000	0,339
2001	4,225
2002	1,418
2003	4,268
2004	3,961
2005	1,382
2006	2,314
2007	3,673
2008	4,862
2009	5,734
2010	3,913

Source : Etabli sur la base des données de La banque mondiale

En analysant les données de ce tableau, nous pouvons observer les points suivants :

- Les taux d'inflation ont connu des fluctuations importantes au cours de cette période. Les taux les plus élevés ont été enregistrés en 1991 (25,886%) et en 1992 (31,669%). À partir de 1994, les taux d'inflation ont commencé à baisser progressivement, atteignant un niveau relativement stable à partir de 2000 jusqu'en 2008.
- En 2009, le taux d'inflation a connu une forte augmentation, atteignant 5,734%. Cette augmentation est probablement due à la crise financière mondiale qui a eu lieu à cette époque.
- En 2010, le taux d'inflation a de nouveau baissé pour atteindre 3,913%.

CHAPITRE2 : Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

Période 2011- 2020 :

Les données relatives aux taux d'inflation durant la période 2011-2021 sont consignées dans le tableau suivant.

Tableau N° 6 : Evolution du taux d'inflation durant la période 2011-2021 (en %).

Années	Taux d'inflation
2011	4,51
2012	8,89
2013	3,25
2014	2,92
2015	4,78
2016	6,4
2017	5,59
2018	4,27
2019	1,95
2020	2,49
2021	7,23

Source : établi sur la base des données de l'ONS

En analysant les données de ce tableau, nous pouvons observer qu'en 2011, l'inflation était de 4,51 %. C'était un taux modéré, qui peut être considéré comme normal dans la plupart des économies. En 2012, l'inflation a augmenté à 8,89 %. C'était une augmentation significative par rapport à l'année précédente, qui peut indiquer une pression sur les prix due à une forte demande ou à une offre limitée. Entre 2013 et 2020, l'inflation est maîtrisée et fluctue autour de 4%. Enfin, en 2021, l'inflation a considérablement augmenté à 7,23 %. Cette augmentation à une combinaison de facteurs, notamment une augmentation de la demande, une pénurie de matières premières et une augmentation des coûts de production.

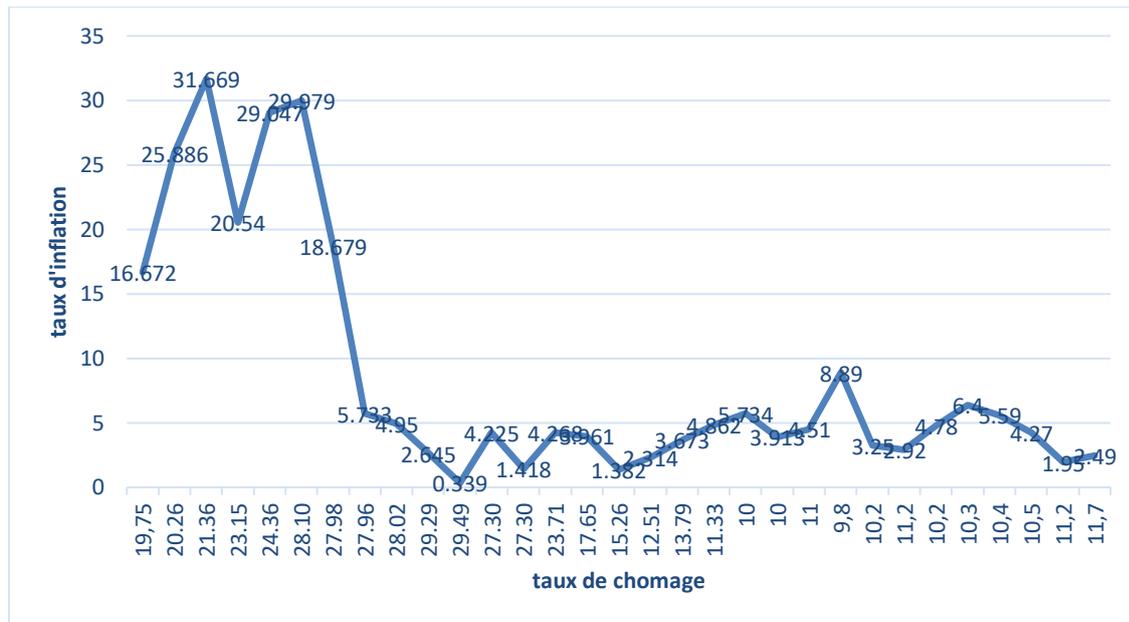
III.2 La Courbe de Phillips :

La courbe de Phillips est un modèle économique qui décrit la relation inverse entre le taux de chômage et l'inflation. Selon cette relation, lorsque le taux de chômage est faible, les salaires ont tendance à augmenter, ce qui entraîne une augmentation des prix et de l'inflation. En revanche, lorsque le taux de chômage est élevé, les salaires ont tendance à stagner, ce qui limite l'augmentation des prix et, par conséquent, de l'inflation.

CHAPITRE2 : Dépenses publiques, chômage et inflation en Algérie

En analysant les données disponibles, nous pouvons tracer un graphique avec le taux de chômage en abscisse et le taux d'inflation en ordonnée. Cela nous permettra de visualiser la relation entre ces deux variables et de déterminer si la courbe de Phillips est valide pour ces données.

Figure N°1 : courbe Phillips en Algérie durant la période 1990-2021



Source : établis de nous-mêmes d'après les tableaux précédent

Sur cette figure, nous pouvons voir une certaine relation inverse entre le taux de chômage et le taux d'inflation, ce qui semble confirmer la validité de la courbe de Phillips pour ces données. En effet, lorsque le taux de chômage est bas, le taux d'inflation a tendance à être plus élevé, et vice versa.

Cependant, il est important de noter que la relation entre le taux de chômage et le taux d'inflation n'est pas toujours aussi claire et directe que le suggère la courbe de Phillips. D'autres facteurs économiques et sociaux peuvent également avoir une influence sur l'inflation, tels que les politiques monétaires, les chocs économiques externes, les fluctuations des prix des matières premières, etc. Par conséquent, la courbe de Phillips doit être utilisée avec prudence et ne doit pas être considérée comme une loi absolue de l'économie.

CONCLUSION

En conclusion, ce chapitre a permis de mettre en évidence l'importance des dépenses publiques dans l'économie algérienne depuis l'indépendance, en particulier dans un contexte de forte dépendance aux hydrocarbures. Les dépenses publiques ont joué un rôle crucial dans le développement économique de l'Algérie depuis son indépendance en 1962, en finançant notamment des investissements importants dans les infrastructures, l'industrie, l'agriculture, l'éducation et la santé. Cependant, la forte dépendance de l'économie algérienne aux hydrocarbures a conduit à une concentration des dépenses publiques dans ce secteur clé, ce qui a entraîné des déséquilibres économiques.

La part des dépenses publiques consacrées aux hydrocarbures représente aujourd'hui plus de 40% du budget de l'Etat, ce qui reflète la prépondérance de ce secteur dans l'économie algérienne. Cependant, cette concentration des dépenses publiques dans les hydrocarbures a des conséquences négatives sur l'économie du pays. D'un côté, elle a limité la diversification de l'économie et a renforcé sa dépendance aux fluctuations des prix du pétrole et du gaz sur les marchés internationaux. D'un autre côté, les dépenses publiques ont un effet inflationniste et une faible création d'emplois comme en témoigne le taux de chômage qui demeure élevé et ce en dépit d'une croissance des dépenses.

Enfin, la gestion efficace de dépenses publiques est essentielle pour assurer une croissance économique durable et pour faire face aux défis économiques et sociaux auxquels le pays est confronté. Les politiques économiques mises en place doivent prendre en compte la nécessité de diversifier l'économie et d'améliorer la gouvernance, tout en veillant à ce que les dépenses publiques soient efficaces et équitables.

CHAPITRE 3
ESTIMATION ÉCONOMÉTRIQUE DE L'IMPACT DES
DÉPENSES PUBLIQUE SUR L'EMPLOI ET
L'INFLATION EN ALGÉRIE DURANT LA PÉRIODE
1990-2021

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

Introduction :

Après avoir traité les généralités sur les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation dans le premier chapitre, et l'évolution de ces trois variables durant les trois dernières décennies dans le deuxième chapitre, on cherchera expliquer empiriquement l'impact des dépenses publiques sur l'emploi et l'inflation en Algérie, Notre travail consiste à mettre en évidence premièrement le lien entre les dépenses publiques et l'emploi (taux de chômage) puis le lien entre les dépenses publique et l'inflation.

Dans le cadre de notre travail, le model Autorégressive Distributed Lag (ARDL) a été retenu pour l'analyse économétrique des données. Ce modèle nous permettrait de modaliser et étudier l'impact des dépenses publiques sur l'emploi et l'inflation en Algérie. Le recours au test de causalité de Granger va nous permettre des éléments de réponse à notre problématique.

L'analyse statistique des séries chronologiques a été effectuée via le logiciel **EViews**

I. SECTION 01 : ANALYSE UNIVARIEE DES SERIES DE DONNEES

Cette section se focalise sur la présentation des variables à utiliser dans notre modèle et sur une analyse descriptive, en traçant des graphes pour chacune de nos variables, afin de mieux les comprendre. Et pour vérifier si la série est affectée d'une racine unitaire, on applique la méthode de test de Dickey – Fuller.

I.1 Choix des variables

Afin d'effectuer notre étude économétrique, nous avons choisi les cinq variables suivantes :

- Tc : Taux de chômage
- Dp : Dépenses publiques
- Pib : Produit intérieur brut
- Tdc : Taux de change
- Tinf : Taux d'inflation

Les dépenses publiques, le taux de chômage et le taux d'inflation constituent les variables qui font objet de notre étude. Le choix des deux autres variables s'explique par leur capacité à exercer une influence sur les variables de notre étude. En effet, une dévaluation de la monnaie peut entraîner un accroissement des dépenses publiques, une réduction du taux de chômage et augmentation du taux d'inflation et vice versa. Par ailleurs, une variation du PIB peut entraîner

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

une variation des investissements et, par conséquent, peut se répercuter sur le taux de chômage et le taux d'inflation.

L'équation de notre modèle s'écrit sous la forme suivante :

$$tc_t = c_0 + c_1 dp + c_2 pib + c_3 tdc + c_4 tinf + \varphi_t$$

La plupart des données proviennent essentiellement de la banque mondiale, la banque d'Algérie et de l'ONS durant la période 1990-2021

Dans notre cas, on a préféré utiliser les variables dans la forme logarithme, et si elle reste toujours non stationnaire, on l'a différencié ensuite. Le logarithme de ces variables va nous permettre de lisser la série et d'estimer les coefficients en termes d'élasticité, qui nous permet d'interpréter les résultats avec plus de réalisme. Les notations du logarithme des variables :

- ✓ Logtc : logarithme de taux de chômage
- ✓ Logdp : logarithme des dépenses publiques
- ✓ Logtinf : logarithme du taux d'inflation
- ✓ Logpib : logarithme du produit intérieur brut
- ✓ Logtdc : logarithme de taux de change

La fonction devient :

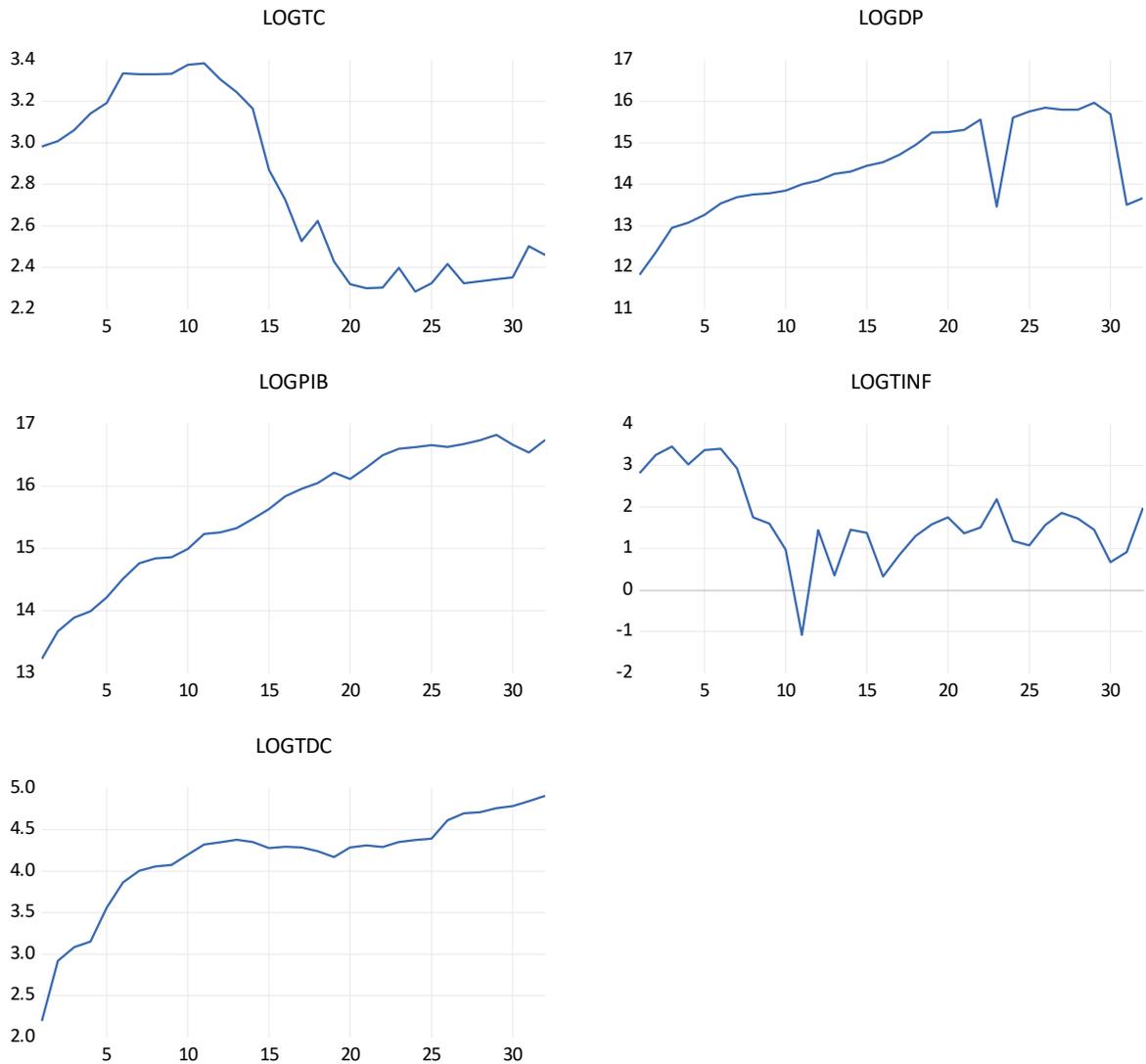
$$\text{Log}(tc_t) = c_0 + c_1 \log(dp) + c_2 \log(pib) + c_3 \log(tdc) + c_4 \log(tinf) + \varphi_t$$

I.2 Analyse graphique des variables :

L'évolution graphique des variables nous donne une première idée sur la stationnarité Des variables.

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

Figure N°02 : Analyses graphiques des séries



Source : Elaborée à partir de logiciel Eviews 12

D'après les graphes on constat que les séries dégagent une tendance à long terme qui permet d'être cointégrées, en d'autres termes les séries sont non stationnaires.

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

I.3 La statistique descriptive

Tableau N°07 : tableau de statistique descriptive

Date: 05/19/23
Time: 08:22
Sample: 1 32

	LOGTC	LOGDP	LOGPIB	LOGTDC
Mean	2.853801	14.37217	15.61074	4.157997
Median	2.797985	14.28197	15.89721	4.291923
Maximum	4.653960	15.97050	16.82411	4.905749
Minimum	2.282382	11.82041	13.22562	2.192492
Std. Dev.	0.533184	1.111922	1.053817	0.596737
Skewness	1.115928	-0.246261	-0.632863	-1.593382
Kurtosis	4.865642	2.237720	2.246157	5.475167
Jarque-Bera Probability	11.28240 0.003549	1.098200 0.577469	2.893792 0.235300	21.70923 0.000019
Sum	91.32165	459.9095	499.5438	133.0559
Sum Sq. Dev.	8.812855	38.32749	34.42641	11.03896
Observations	32	32	32	32

Source : Elaboré à partir de logiciel Eviews 12

D'après le tableau les séries ont le même ordre d'observation (32 observations)

I-4- Analyse de la stationnarité des séries :

Nous commençons notre analyse par l'étude de stationnarité des séries pour voir s'il ya possibilité de cointégration entre deux ou plusieurs variables. L'application du test de racine unitaire (Dickey et Fuller Augmenter) nécessite d'abord la détermination du nombre de retard 'p' qui minimise les critères d'Akaike (AIC) et Schwartz (SC) pour chaque série.

Tableau N° 08 : Le choix de retard optimal

Les variables		1	2	3	4	P
Logtc	AIC	1,52	1,56	1,67	1,55	P=1
	SC	1,70	1,76	1,91	1,84	
Logdp	AIC	2,07	2,18	2,29	2,40	P=1
	SC	2,21	3,37	2,53	2,69	
Logpib	AIC	-1,72	-1,82	-1,71	-1,65	P=2
	SC	-1,58	-1,68	-1,77	-1,36	

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

Logtdc	AIC	-1,90	-2,04	-2,26	-2,30	P=3
	SC	-1,76	-1,85	-2,02	-2,01	
Logtinf	AIC	2,37	2,42	2,48	2,53	P=1
	SC	2,51	2,61	2,72	2,82	

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir des résultats de logiciel Eviews 12

I.5 Détermination de nombre de retards :

La détermination de nombre de retards est basée sur la minimisation de critère d'information d'Akaike (AIC) et Schwartz (SC). On donne des valeurs le nombre de retards pde 0 à 4. Les valeurs des critères d'Akaike et Schwartz sont fournies par le logiciel Eviews et sont illustrés dans le tableau suivant

Tableau N°09 : teste de racine unitaire (ADF)

Variables	P	Modèle 3		Modèle 2		Modèle 1		1 ^{er} Différence		I ()
		T-trend	Tc	T-cons	Tc	ADF	Tc	ADF	Tc	
Logtc	1	-1,66	3,18	2,07	2,89	-0,37	-1,95	-5,77	-1,95	I (1)
Logdp	1	0,40	3,18	2,32	2,89	0,30	-1,95	-4,04	-1,95	I (1)
Logpib	2	-0,60	3,18	4,03	2,89	-	-	-	-	I (0)
Logtdc	3	3,001	3,18	1,61	2,89	0,51	-1,95	-3,29	-1,95	I (1)
Logtinf	1	-0,19	3,18	1,60	2,89	-1,43	-1,95	-7,79	-1,95	I (1)

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir des résultats de logiciel Eviews 12

A partir de ce tableau ci-dessus, nous constatons que les critères d'Akaike et Schwartz nous amènent à un choix de retard optimale $p = 1$ pour les variables **logtc**, **logdp** et **logtinf**. Un retard de $p = 2$ pour la variables **logpib** Un retard de $p = 3$ pour la variable **logtdc**.

I.6 Test de Dickey – Fuller augmenté (ADF)

Les résultats trouvés de l'étude de la stationnarité des séries montrent que la variable **Logpib** est stationnaire en niveau c'est-à-dire intégrées d'ordre zéro (c'est un processus stationnaire autorégressif avec constante), et les variables **Logtc logdp logtdc logtinf** intégrées d'ordre un. Il convient tout de même de signaler qu'aucune de nos séries n'est intégrée d'ordre 2, donc les conditions d'application de l'approche ARDL sont satisfaites.

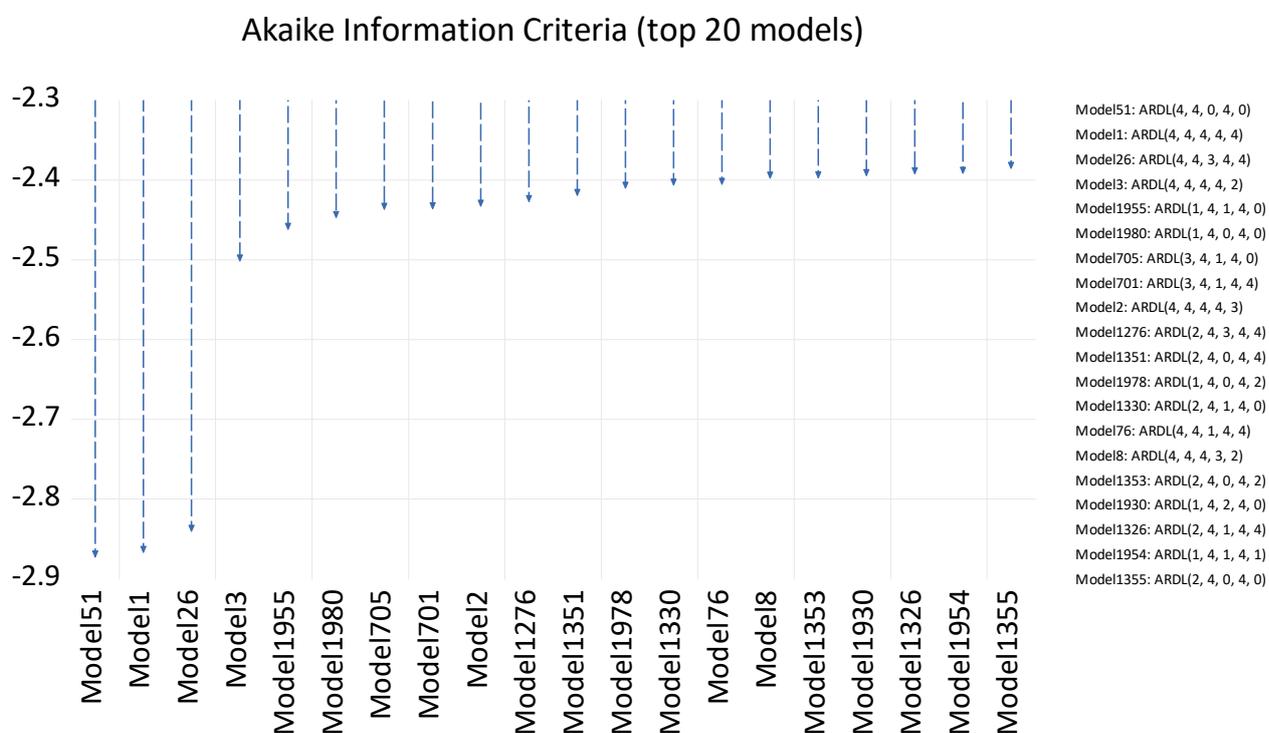
II. Section 2 : Application du test de cointégration et estimation du modèle ARDL

Dans notre étude, nous avons décidé d'utiliser le test de cointégration "Bounds test". Ce choix nous permet de déterminer le nombre optimal de retards à inclure dans le modèle ARDL, afin d'éviter toute mauvaise spécification de la dimension des modèles.

II.1 Détermination du nombre de retards optimaux

Une étape importante de la modélisation dynamique consiste à déterminer le nombre optimal de retards à prendre en compte. Pour cela, différentes normes sont utilisées, dont les plus courantes sont : Akaike Information Criterion (AIC) et Schwartz Information Criterion (SIC). Dans ce travail, nous utiliserons le critère AIC pour sélectionner le meilleur modèle ARDL qui fournit des résultats statistiquement significatifs avec le moins de paramètres. Comme le montre la figure ci-dessous le modèle ARDL (4, 4, 0, 4, 0) est le meilleur parmi les 19 autres modèles car il fournit la plus petite valeur AIC

Figure N03 : Critère d'information Akaike



Source : Elaborée à partir de logiciel Eviews 12

II.2 Estimation du modèle ARDL :

Après avoir déterminé le nombre optimal de retards pour le modèle ARDL, il convient d'estimer le modèle ARDL, qui servira par la suite de base aux tests de bornes qui à leur tour confirmeront ou infirmeront l'existence d'une relation de cointégration ou d'une relation de long terme. Les résultats de l'estimation du modèle ARDL sont présentés dans le tableau suivant :

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

Tableau N°10 : Choix de retard optimal ARDL

Dependent Variable: LOGTC
 Method: ARDL
 Date: 07/07/23 Time: 13:25
 Sample (adjusted): 5 32
 Included observations: 28 after adjustments
 Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): LOGDP LOGPIB LOGTDC
 LOGTINF
 Fixed regressors: C
 Number of models evaluated: 2500
 Selected Model: ARDL(4, 4, 0, 4, 0)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LOGTC(-1)	0.808189	0.282313	2.862741	0.0353
LOGTC(-2)	0.654228	0.310167	2.109278	0.0887
LOGTC(-3)	-0.623174	0.344215	-1.810422	0.1300
LOGTC(-4)	0.912604	0.464800	1.963434	0.1068
LOGDP	-0.028918	0.026362	-1.096964	0.3227
LOGDP(-1)	0.065031	0.028183	2.307488	0.0691
LOGDP(-2)	0.026685	0.044791	0.595765	0.5773
LOGDP(-3)	-0.006484	0.061233	-0.105893	0.9198
LOGDP(-4)	0.251242	0.080016	3.139905	0.0257
LOGPIB	0.203036	0.219737	0.923995	0.3979
LOGTDC	0.062255	0.343116	0.181441	0.8631
LOGTDC(-1)	0.605964	0.486158	1.246435	0.2678
LOGTDC(-2)	-1.135557	0.471545	-2.408165	0.0610
LOGTDC(-3)	0.159525	0.333927	0.477724	0.6530
LOGTDC(-4)	-0.480879	0.207186	-2.321004	0.0680
LOGTINF	0.025839	0.028717	0.899775	0.4095
C	-9.498712	7.443356	-1.276133	0.2580
R-squared	0.996614	Mean dependent var	2.743705	
Adjusted R-squared	0.981713	S.D. dependent var	0.443822	
S.E. of regression	0.060017	Akaike info criterion	-2.868276	
Sum squared resid	0.018010	Schwarz criterion	-1.773965	
Log likelihood	63.15586	Hannan-Quinn criter.	-2.533734	
F-statistic	66.88556	Durbin-Watson stat	3.192421	
Prob(F-statistic)	0.000092			

Source : Elaboré à partir de logiciel Eviews 12

D'après le tableau on a la qualité d'ajustement de ce modèle est de $R^2 = 99,66\%$ donc la variabilité du taux de chômage en Algérie est expliquée à 99,66% par les variables, donc la qualité d'ajustement de notre modèle est très bonne (proche de 100 %).

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

II.3 Equation du taux de chômage :

$$\text{Log}(tc) = -9.49 + 0.80\log(tc_{t-1}) + 0.65\log(tc_{t-2}) - 0.62\log(tc_{t-3}) + 0.91\log(tc_{t-4}) - 0.02\log(dp) + 0.06\log(dp_{t-1}) + 0.02\log(dp_{t-2}) - 0.06\log(dp_{t-3}) + 0.25\log(dp_{t-4}) + 0.20\log(pib) + 0.06\log(tdc) + 0.60\log(tdc_{t-1}) - 1.13\log(tdc_{t-2}) + 0.15\log(tdc_{t-3}) - 0.48\log(tdc_{t-4}) + 0.02\log(tinf)$$

La constante 9.49 représente la relation entre le taux de chômage et les autres variables économiques, c'est le niveau de base ou le niveau attendu du taux de chômage indépendamment des autres variables (dépenses publique, PIB, le taux de change et le taux d'inflation).

II.4 Test de Cointégration (Bounds test)

Suite à la procédure automatisée sur Eviews 12, le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) nécessite des modèles ARDL pré-estimés. La statistique de test calculée, la valeur F de Fisher, est comparée à la valeur critique (formant les limites) comme suit :

- Fischer stat > borne supérieure : la cointégration existe
- Statistique de Fischer < borne inférieure : la cointégration n'existe pas
- Si borne inférieure < statistique de Fisher < borne supérieure : non concluant Les résultats de cointégration du modèle ARDL (4.4.0.4.0) sont présentés dans le tableau ci-dessous

Tableau N 11 Résultats du test de Cointégration de Pesaran

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
			Asymptotic: n=1000	
F-statistic	5.521398	10%	2.2	3.09
K	4	5%	2.56	3.49
		2.5%	2.88	3.87
		1%	3.29	4.37

Source : Elaboré partir de logiciel Eviews 12

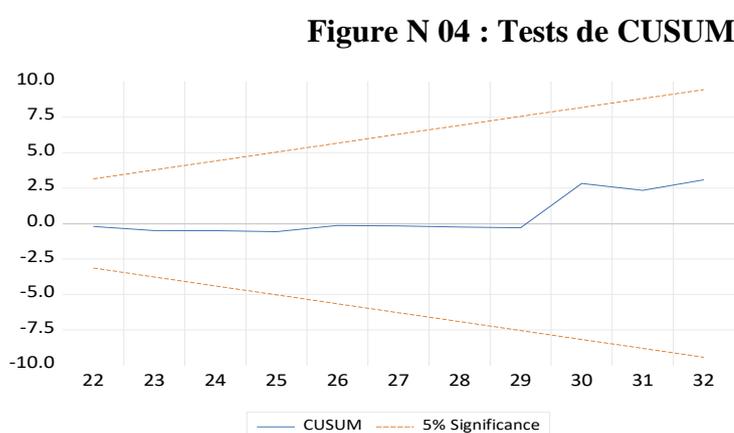
Ce test fait référence aux valeurs critiques asymptotiques énoncées par Narayan P.K (2005). Les résultats de la procédure « Bound test » ci-dessus montrent que la statistique de Fisher (F = 5,521398) est supérieure à la borne supérieure pour le seuil « 5 %, 3,49 » Ainsi, nous rejetons

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

l'hypothèse H0 d'absence de relation de long terme et nous concluons par l'existence d'une relation de long terme entre les différentes variables.

II.5 Tests de stabilité et de validation du modèle

Les tests de stabilité CUSUM basés sur la dynamique des erreurs de prévision peuvent détecter une instabilité structurelle de l'équation de régression dans le temps, c'est-à-dire la stabilité du modèle d'étude. En fait, l'idée générale de ce test est d'étudier l'évolution de l'erreur de prévision normalisée dans le temps, on appelle cette continuité de l'erreur de prévision calculée à t-1 et t le résidu récursif



Source : Elaborée à partir de logiciel Eviews 12

Le test CUSUM indique que la courbe de la somme des résidus demeure entre les lignes critiques à 5 %, ce que signifie la stabilité des coefficients du modèle.

Les résultats affichés indiquent que la probabilité associée à chaque test est largement supérieure au seuil de 5 %, ce que nous conduit à accepter l'hypothèse nulle : d'absence d'autocorrélation des erreurs, d'homoscédasticité

Tableau N 12 : Résultats des tests diagnostique du modèle ARDL

Tests statistics	Tests	P-value
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	0.4673 > 0,05
Hétéroskedasticity	Breusch-Pagan-Godfrey	0.7592 > 0,05
Normalité des résidus	Jarque-Bera	5.846628 > 0,05

Source : Elaboré à partir de logiciel Eviews 12

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

Test d'autocorrélation (Breusch-Godfrey) : La p-valeur associée à ce test est de 0,4673. En comparant cette valeur au seuil de signification couramment utilisé de 0,05, on constate que la p-valeur est supérieure à ce seuil.

Test d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey) : La p-valeur associée à ce test est de 0,7592. De manière similaire au test précédent, cette p-valeur est supérieure au seuil de 0,05.

Test de normalité des résidus (Jarque-Bera) : La p-valeur associée à ce test est de 5,846628. Encore une fois, cette p-valeur est largement supérieure au seuil de 0,05.

On remarque que pour tous ces tests, l'hypothèse nulle est acceptée. Sur le plan statistique, notre modèle ARDL (4.4.0.4.0) estimé est globalement bon et les variables expliquent 83.90% la dynamique de chômage en Algérie entre de 1990 à 2021

II.6 Analyse des relations de court terme

La variable Cointe (-1)* est. La variable de correction d'erreur à un retard. Son coefficient est significativement différent de zéro et négatif, ce qui suggère l'existence d'un mécanisme de correction d'erreur à court terme. Cela signifie que les écarts entre la valeur actuelle de D(LOGTC) et sa valeur d'équilibre à long terme sont corrigés à long terme.

Tableau N 13 : Résultats d'estimation des cointégrations de court terme

ARDL Error Correction Regression
Dependent Variable: D(LOGTC)
Selected Model : ARDL (4, 4, 0, 4, 0)
Case 2 : Restricted Constant and No Trend
Date: 05/25/23 Time: 08:10
Sample: 1 32
Included observations: 28

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGTC(-1))	1.700063	0.410168	4.144799	0.0016
D(LOGTC(-2))	1.191874	0.435112	2.739233	0.0193
D(LOGTC(-3))	-2.365956	0.711852	-3.323663	0.0068
D(LOGDP)	-0.107249	0.121095	-0.885661	0.0039
D(LOGDP(-1))	-0.142680	0.162262	-0.879318	0.0254
D(LOGDP(-2))	-0.327617	0.173284	-1.890639	0.0452
D(LOGDP(-3))	-0.562769	0.161248	-3.490093	0.0051
D(LOGTDC)	-0.338246	1.069717	-0.316201	0.7578
D(LOGTDC(-1))	1.930759	1.008109	1.915228	0.0818
D(LOGTDC(-2))	-1.856067	0.807753	-2.297816	0.0422
D(LOGTDC(-3))	1.496796	0.641149	2.334554	0.0396
CointEq(-1)*	-3.378146	0.486648	-6.941667	0.0000

Source : Elaborée à partir de logiciel Eviews 12

Les résultats du tableau des coefficients de court terme, ci-dessus démontre ce qui suit :

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

- Les dépenses publiques est statistiquement significatif à 5% et entretient une corrélation négative avec le taux de chômage. Cela signifie que lorsque les dépenses publiques augmentent, le taux de chômage a tendance à diminuer. Cela veut dire que les dépenses publiques contribuent à la stimulation de l'activité économique dans le court terme. Lorsque le gouvernement dépense davantage, cela crée une demande supplémentaire dans l'économie, ce qui entraîne une augmentation de la production et de l'emploi.
- Lorsque le niveau de production augmente, les entreprises ont souvent besoin de recruter davantage de travailleurs pour répondre à la demande croissante. Cela conduit à une diminution du taux de chômage, car un plus grand nombre de personnes trouvent un emploi. Ainsi, une augmentation des dépenses publiques peut avoir un effet positif sur l'emploi et contribuer à réduire le chômage.

Dans le court terme, les dépenses publiques n'ont pas d'impact sur le taux d'inflation car ce dernier n'est pas lié aux autres variables.

- Le taux de change n'est pas statistiquement significatif à 5% et entretient une corrélation négative avec le taux de chômage à l'instant t. Cela indique que le taux de change n'a pas un impact statistiquement significatif sur le taux de chômage à l'instant t. il existe une tendance inverse entre les variations du taux de change et les variations du taux de chômage à court terme. Cela signifie que la dévaluation dinars algérien entraîne une diminution du taux de chômage, et vice versa.

II.7 Analyses des résultats a long terme

Les résultats du tableau des coefficients de long terme, ci-dessus démontre ce qui suit :

Tableau N 14 : Résultat d'estimation des cointégrations de long terme

Levels Equation Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGDP	0.014674	0.221701	0.066187	0.0484
LOGPIB	-0.843623	0.214135	-3.939680	0.0023
LOGTDC	1.020037	0.262475	3.886227	0.0025
LOGTINF	-0.034797	0.043633	-0.797479	0.4420
C	11.68755	0.798250	14.64147	0.0000

Source : Elaborée à partir de logiciel Eviews 12

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

Les résultats d'estimation de la relation de long terme s'écrivent sous la forme suivante :

$$\text{Logtc}_t = 11,68 + 0,014 \text{logdp} - 0,84 \text{logpib} + 1,02 \text{logtdc} - 0,034 \text{logtinf}$$

- Ces résultats montrent l'existence d'une relation positive et significative à long terme entre les dépenses publiques et le taux de chômage, donc une augmentation 1% des dépenses publiques engendrent une augmentation du taux de chômage de 0.014%. cela s'explique en partie par le fait qu'à long terme, une augmentation des dépenses publiques entraîne des effets néfastes sur l'économie. Si les dépenses publiques sont financées par des déficits budgétaires durables, cela peut augmenter la dette publique et les charges d'intérêt associées. Ces pressions sur les finances publiques peuvent créer des incertitudes et décourager les investissements privés, ce qui peut avoir un impact négatif sur la croissance économique et l'emploi à long terme. De plus, une augmentation des dépenses publiques peut également conduire à une augmentation des impôts ou à une pression accrue sur le secteur privé pour financer ces dépenses. Cela peut entraîner une réduction de la marge de manœuvre des entreprises pour investir et embaucher de nouveaux travailleurs, ce qui peut contribuer à une augmentation du chômage. Par ailleurs, l'incapacité des dépenses publiques à réduire le taux de chômage en Algérie est due à la croissance de la population active du fait de la poussée démographique que connaît le pays.
- Il existe une relation positive significative avec le taux de change, une augmentation de 1% du taux de change indique qu'une augmentation de 1.02% du taux de chômage ce qui implique qu'une variation à la hausse du taux de change est susceptible d'entraîner une augmentation proportionnelle du taux de chômage.
- Il existe aussi une relation négative et significative entre le Pib et le taux d'inflation sur le taux de chômage. Cela suggère que lorsque l'économie croît, mesurée par le PIB, et que l'inflation augmente, le taux de chômage tend à diminuer. Une augmentation de 1% du PIB est associée à une diminution de 0.84% du taux de chômage, ce qui indique une relation inverse entre ces deux variables. De même, une augmentation de 1% du taux d'inflation est associée à une diminution de 0.034% du taux de chômage. Ces relations suggèrent que la croissance économique et une inflation modérée peuvent contribuer à réduire le chômage en stimulant l'activité économique et en favorisant la création d'emplois.

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

II.8 Teste de causalité

Pour effectuer le test de causalité de Granger, nous avons besoin de déterminer le VAR « Vecteur Auto Régressif » optimal. Le tableau ci-dessous illustre les valeurs minimales d'Akaike et Schwarz :

Tableau N 15 : Choix de VAR optimal

	P=1	P=2	P=3	P=4
Akiaki AIC	2.64	2.90	3.18	3.35
Schwarz SC	2.92	3.42	3.94	4.36
Résultat	VAR 1			
R-square	0.70			

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir des résultats de logiciel Eviews 12

Le VAR optimal choisi est un VAR 1 puisque les critères d'Akaike et Schwarz minimaux sont respectivement 2.64 et 2.92

Après avoir déterminé le VAR optimal nous pouvons appliquer le test de causalité de Granger.

Tableau N 16 : Résultats du test de causalité au sens de Granger

Variable	Hypothèses nul	F-Stat	Prob	Conclusion
DLOGDP et DLOGTINF	DLOGPD ne cause pas au sens de granger DLOTINF	0,31388	0.03799	DLODP cause au sens de granger DLOGTINF (relation unidirectionnelle)
	DLOGTINF ne cause pas au sens de granger DLOGDP	0,58679	0.4797	DLOGTINF ne cause pas au sens de granger DLOGPD
LOGPIB et DLOGTINF	LOGPIB ne cause pas au sens de granger DLOGTINF	0.51358	0.4797	DLOGPIB ne cause pas au sens de granger DLOGTINF

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

	DLOTINF ne cause pas au sens de granger LOGPIB	0.83339	0.3694	DLOGTINF ne cause pas au sens de granger LOGPIB
DLOGTDC et DLOGTINF	DLOGTDC ne cause pas au sens de granger DLOGTINF	0.01314	0.0095	DLOGTDC cause au sens de granger DLOTINF (relation unidirectionnelle)
	DLOTINF ne cause pas au sens de granger DLOGTDC	0.06084	0.8070	DLOGTINF ne cause pas au sens de granger DLOGTDC
DLOGTC et DLOGTINF	DLOGTC ne cause pas au sens de granger DLOGTINF	1.06878	0.3104	DLOGTC ne cause pas au sens de granger DLOTINF
	DLOGTINF ne cause pas au sens de granger DLOGTC	0.01394	0.9069	DLOGTINF ne cause pas au sens de granger DLOGTC

Source : Elaboré par nous-même à partir des résultats de logiciel Eviews 12

L'analyse des résultats concernant la causalité entre les variables fait ressortir certaines remarques. Les résultats obtenus montrent que l'hypothèse nulle de non-causalité peut être rejetée pour certains variables.

Si nous comparons la P-value au seuil de significativité 5 % nous pouvons rejeter l'hypothèse nulle de non-causalité des dépenses publiques vers le taux d'inflation et conclure que les dépenses publiques causent la croissance du taux d'inflation. Contrairement, le taux d'inflation ne cause pas les dépenses publiques. En d'autres termes, bien que les dépenses publiques puissent contribuer à réduire le chômage à court terme, elles peuvent avoir des conséquences inflationnistes néfastes sur l'économie à long terme. Il est donc important de trouver un équilibre entre les dépenses publiques nécessaires pour stimuler l'activité économique et la gestion prudente des finances publiques pour éviter les déséquilibres et les risques inflationnistes.

On remarque aussi que le taux de change cause la croissance de taux d'inflation au seuil 5% significatif au sens de Granger, contrairement le taux d'inflation ne cause pas la croissance de taux de change. Donc l'augmentation du taux d'inflation n'a pas nécessairement d'effet sur la croissance du taux de change.

CHAPITRE 3 : Estimation économétrique de l'impact des dépenses publique sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021

Aussi, ces résultats ne révèlent aucune causalité entre taux d'inflation, le PIB et le taux de chômage. Donc les dépenses publiques semblent influencer le taux d'inflation, le taux de change peut avoir un effet causal sur le taux d'inflation, cela signifie que lorsque les dépenses publiques augmentent, cela peut entraîner une augmentation du taux d'inflation. Les dépenses publiques peuvent avoir un impact sur l'économie en stimulant la demande globale, ce qui peut entraîner une augmentation des prix des biens et services, contribuant ainsi à l'inflation.

Les variations du taux de change peuvent influencer les coûts de production, les prix des importations et des exportations, et donc avoir un impact sur l'inflation. Par exemple, une dépréciation de la devise nationale peut entraîner une augmentation des prix des biens importés, ce qui peut contribuer à une augmentation du taux d'inflation.

Conclusion

Notre travail de recherche a été élaboré dans le but de déceler d'éventuelles implication des dépenses publiques sur l'emploi (chômage) est l'inflation en Algérie. On a procédé à de nombreux tests notamment l'estimation d'un processus ARDL. De ce fait, notre analyse a débuté par l'étude des choix de variable et l'étude graphique de chaque série, nous avons également utilisé le test de la racine unitaire (ADF) et le test de Phillips Perron, qui a démontré que les variables sont stationnaires soit en niveau I (0) ou après la première différenciation I (1). Cela pour pouvoir estimer un modèle ARDL, passant par le test du Bounds-test.

D'après les résultats, nous avons constaté que le coefficient de détermination R^2 est élevé (83,90%) ce qui montre que 83% est expliquée par les variables du modèle et le model est globalement bon.

Le test de CUSUM basé sur les résidus récurrents révèle que le modèle est relativement tableau cours du temps. De plus, les résultats d'estimation de la relation de court terme ont révélé qu'il existe une relation négative entre les dépenses publiques et le taux de chômage et une relation positive et significative à long terme entre les dépenses publiques et le taux de chômage.

Et le teste de causalité nous permet de déduire quelles dépenses publiques causent la croissance de taux d'inflation.

Conclusion Générale

L'étude de l'impact des dépenses publiques sur l'emploi et l'inflation en Algérie entre 1990-2021 est une analyse qui vise à comprendre comment les dépenses gouvernementales affectent l'emploi et le niveau général des prix dans l'économie algérienne. Nous avons pu, à l'aide de la modélisation, non seulement de voir l'influence qu'exercent les dépenses publiques sur l'emploi et l'inflation, mais également savoir l'influence des autres variables macroéconomiques telles que le produit intérieur brut et le taux de change.

Dans notre étude nous avons montré que les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation sont étroitement liés dans le domaine de l'économie, c'est ainsi que les décisions en matière de dépenses publiques doivent être prises de manière réfléchie pour favoriser une croissance économique équilibrée et durable.

Cette étude a mis en évidence un certain nombre de résultats importants concernant l'impact des dépenses publiques sur l'emploi et l'inflation en Algérie. A court terme, les dépenses publiques ont un impact significatif sur le taux de chômage. L'augmentation des dépenses publiques stimule l'activité économique à court terme en créant une demande supplémentaire, ce qui se traduit par une augmentation de la production et de l'emploi. Cette relation suggère que les politiques de dépenses publiques peuvent jouer un rôle important dans la réduction du chômage. En investissant davantage dans des projets publics, le gouvernement peut favoriser la création d'emplois et offrir plus d'opportunités d'emploi à la population. Par ailleurs, à court terme, les dépenses publiques n'ont pas d'impact sur le taux d'inflation.

Cependant, à long terme, les dépenses publiques ont un impact négatif sur le taux de chômage. En effet, une augmentation des dépenses publiques a entraîné une augmentation du taux de chômage et cela peut s'expliquer par le fait que les déficits budgétaires durables qui financent ces dépenses entraînent une augmentation de la dette publique et des charges d'intérêt, ce qui crée des incertitudes et décourage les investissements privés. Cela peut avoir un impact négatif sur la croissance économique à long terme.

De plus, l'augmentation des dépenses publiques peut conduire à une augmentation des impôts ou à une pression accrue sur le secteur privé pour financer ces dépenses. Cela peut réduire la capacité des entreprises à investir et à embaucher de nouveaux travailleurs, ce qui peut contribuer à une augmentation du chômage.

Conclusion Générale

Il est également important de prendre en compte la croissance de la population active en Algérie en raison de la poussée démographique du pays. Cela implique que même s'il y a création d'emploi, le taux de chômage peut augmenter.

De même, il existe aussi une relation négative et significative entre le taux d'inflation et le taux de chômage. Cela suggère qu'une augmentation du taux d'inflation est associée à une diminution du taux de chômage. Ces relations suggèrent que la courbe de Phillips est vérifiée en Algérie durant la période 1990-2021.

Enfin, à travers le test de causalité les résultats indiquent que les dépenses publiques et le taux de change causent la croissance du taux d'inflation. Cela suggère, d'une part, que les fluctuations du taux de change peuvent avoir un impact sur les coûts de production, les prix des importations et des exportations, ce qui peut à son tour influencer l'inflation et, d'autre part, que les dépenses publiques peuvent avoir des conséquences inflationnistes néfastes sur l'économie à long terme. Il est donc important de trouver un équilibre entre les dépenses publiques nécessaires pour stimuler l'activité économique et la gestion prudente des finances publiques pour éviter les déséquilibres et les risques inflationnistes. Ces résultats soulignent l'importance de gérer judicieusement les dépenses publiques et de surveiller attentivement les effets sur l'inflation. Une compréhension approfondie de ces relations complexes est essentielle pour formuler des politiques économiques efficaces et maintenir la stabilité économique à long terme.

Livre et ouvrages :

- *(Guy p schulders, Ed, l'harmattan 2008).*
- *ALAIN. B, CHRISTINE. (1991), « Dictionnaire des sciences économiques », Editeur : Armande Colin, Paris. 1991*
- *Bernier Bernard, SY, 1986, « initiation à la macroéconomie manuel concret de 1er cycle » 2eme édition, Bordas, paries, p 272*
- *Henni A. [1982], La colonisation agraire et le sous-développement En Algérie, Alger, SNED.*
- *Henni A. [1986], État, surplus et société en Algérie avant 1830, Alger.*
- *Henni A. [1991], Essai sur l'économie parallèle. Cas de l'Algérie, Alger ENAG éditions.*
- *KOTT, S. & MONIOLLE, C. 2007, finances publiques, édition Ellipses Marketing, France.*
- *Maxi Cool, 2015. « L'inflation et la politique de stabilité du niveau général des prix ».*
- *Maxicours, 2015 « La politique keynésienne et les critiques libérales ».*
- *P Commendatore, C Panico, A Pinto Metroeconomica 62 (1), 1-23.*

Mémoires et thèses :

- *HANAFI Abdelhakim ; (2018) ; « Le végétal urbain générateur de confort thermique dans les villes sahariennes contemporaines « Cas des places publiques de la ville de Biskra /Algérie ».*
- *Hossein et Sami, SATOUR et DIAF, (2007), « essai de modélisation de l'inflation en Algérie », INPS Alger*
- *Hossein et Sami, SATOUR et DIAF, (2007), « statistique appliquée », INPS Alger.*
- *Kaci, B., & Yaici, F. (2018) Les limites des modèles de développement basés sur la dépense publique: cas de l'Algérie. Les cahiers du CEDIMES, Vol 12, N° 2*
- *NOUSCHI, M. & BENICHI, R. (1990), la croissance aux 19ème et 20ème siècle : histoire économique contemporaine : 15 thèmes, édition ELLIPSES MARKETING, 2ème édition, Paris.*

- TOUAMI Sabiha, 2020 « Les dépenses publique comme un instrument de relance économiques : étude des variables macroéconomiques explicatives de la croissance en Algérie 1974-2014 ».

Articles et Revue :

- *Ali Benyahya el waten 12/09/2022.*
- Commendatore Pasquale et Pinto Antonio (2011)
- *Economic Alternatives, 2010).*
- Etabli par l'ONS et La Banque mondiale
- *EUROSTAT. (2014). « Indice des prix à la production ». Disponible sur : [https://ec.europa.eu/eurostat/statisticsexplained/index.php?title=Glossary:Producer_price_index_\(PPI\)/fr](https://ec.europa.eu/eurostat/statisticsexplained/index.php?title=Glossary:Producer_price_index_(PPI)/fr), Dernière mise à jour : 05/07/2018.*
- *General gouvernement expéditeurs ,2011)*
- Gerdesmeier, D. (2011). « Pourquoi la stabilité des prix est-elle importante pour vous ? ».
- *Gerlando. (2013). « Qu'est-ce que l'inflation ? ». Disponible sur : <https://questiondeconomie.wordpress.com/2013/07/12/quest-ce-que-linflation/>, Dernière mise à jour : 12/07/2013.*
- *Global-Rates. (2014). « Inflation- Informations détaillées sur l'inflation ». Disponible sur : Guy p schulders, 2008 « communication économique pour les chinois francophone » Ed, l'harmattan .*
- *Hossein et samisateur et diaf, 2007,) « statistique appliquée », INPS Alger.*
- Ministère des Finances, 2012
- *Nations Unis 1999, séries M No. 84*
- *Nomenclature des dépenses par fonction source : (Nations Unis 1999, séries M No. 84)*
- *OCDE. (2015). « Indice des prix à la production (IPP) »*
- *OECD (2011, p. 86) (2011), « General government expenditures », in Government at a Glance 2011, OECD Publishing*
- *Office National des Statistiques (ONS).*

Bibliographie

- Philippe Escande, (*Le Monde Politique*, 2015).). « Qu'est-ce que l'inflation ? ».
- Phillip. Gaga, 1965 « studies in the quantity of money »
- Rapport sur la dépense publique et son évolution : Projet de loi des finances pour 2010
- *Septiemecongrés des Relation industrielle de laval*, (1952, P : 18) « salaires et prix » Ed presses université Laval.

Site Web :

- <http://www.capital.fr/economie-politique/masse-monetaire>
- <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/chomage.htm>
- <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/chomeur-au-sens-du-bit.htm>
- <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/chomeur-au-sens-du-bit.htm>
- <http://www.lemondepolitique.fr/cours/economie/macroeconomie/inflation.html>
- <http://www.maxicours.com/se/fiche/1/9/213919.html>.
- http://www.mémoireonline.com/12/07/787/m_essai-modalisation-inflation-algeri3.html
- <http://www.oecd-ilibrary.org/sites/factbook-2011>
- <http://www.uis.unesco.org/isced>
- <https://fr.global-rates.com/statistiques-economiques/inflation/inflation-informations-debase.aspx>
- <https://www.maxicours.com/soutien-scolaire/ses/1re-es/232280.html>
- *INPS Alger, disponible sur le site : www.mémoireonmine.com*

ANNEXES

Annexe n°01 : Teste de stationnarité ADF Série Logtc

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGTC(-1)	-0.650711	0.235737	-2.760327	0.0104
D(LOGTC(-1))	-0.144488	0.192118	-0.752076	0.4588
C	2.178030	0.807264	2.698038	0.0121
@TREND("1")	-0.020358	0.012192	-1.669744	0.1070

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGTC(-1)	-0.440601	0.205838	-2.140520	0.0415
D(LOGTC(-1))	-0.243176	0.188757	-1.288303	0.2086
C	1.239070	0.598053	2.071840	0.0480

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.573527	0.4604
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

Annexe n°02 : Teste de stationnarité ADF Série Logdp

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGDP(-1)	-0.394794	0.320998	-1.229893	0.2298
D(LOGDP(-1))	-0.082469	0.286814	-0.287535	0.7760
C	5.510105	4.056186	1.358445	0.1860
@TREND("1")	0.015462	0.038555	0.401028	0.6917

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGDP(-1)	-0.275675	0.119796	-2.301203	0.0293
D(LOGDP(-1))	-0.173529	0.172478	-1.006094	0.3233
C	4.045430	1.736831	2.329202	0.0276

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.303768	0.7671
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

Annexe n°03 : Teste de stationnarité ADF Série Logpib

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPIB(-1)	-0.043223	0.084065	-0.514166	0.6118
D(LOGPIB(-1))	0.028553	0.214491	0.133118	0.8952
D(LOGPIB(-2))	-0.497014	0.181989	-2.731008	0.0116
C	0.938784	1.146048	0.819149	0.4208
@TREND("1")	-0.006156	0.010162	-0.605771	0.5504

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPIB(-1)	-0.091972	0.024001	-3.832014	0.0008
D(LOGPIB(-1))	0.100218	0.176634	0.567378	0.5755
D(LOGPIB(-2))	-0.465397	0.172123	-2.703865	0.0121
C	1.589647	0.393681	4.037905	0.0004

Annexe n°04 : Teste de stationnarité ADF Série Logtdc

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGTDC(-1)	-0.256382	0.073429	-3.491537	0.0021
D(LOGTDC(-1))	0.401240	0.134266	2.988391	0.0068
D(LOGTDC(-2))	-0.140450	0.143291	-0.980170	0.3377
D(LOGTDC(-3))	0.258727	0.102128	2.533354	0.0189
C	0.970264	0.281534	3.446341	0.0023
@TREND("1")	0.008644	0.002880	3.001490	0.0066

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGTDC(-1)	-0.081679	0.051979	-1.571372	0.1298
D(LOGTDC(-1))	0.419952	0.155732	2.696633	0.0129
D(LOGTDC(-2))	-0.263764	0.159394	-1.654794	0.1116
D(LOGTDC(-3))	0.316867	0.116432	2.721487	0.0122
C	0.374776	0.231935	1.615865	0.1198

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.515360	0.8208
Test critical values:		
1% level	-2.650145	
5% level	-1.953381	
10% level	-1.609798	

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.296668	0.0019
Test critical values:		
1% level	-2.653401	
5% level	-1.953858	
10% level	-1.609571	

Annexe n°05 : Teste de stationnarité ADF Série Logtinf

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGTINF(-1)	-0.333757	0.177601	-1.879249	0.0715
D(LOGTINF(-1))	-0.221926	0.193938	-1.144318	0.2629
C	0.545504	0.546756	0.997710	0.3276
@TREND("1")	-0.003753	0.018980	-0.197721	0.8448

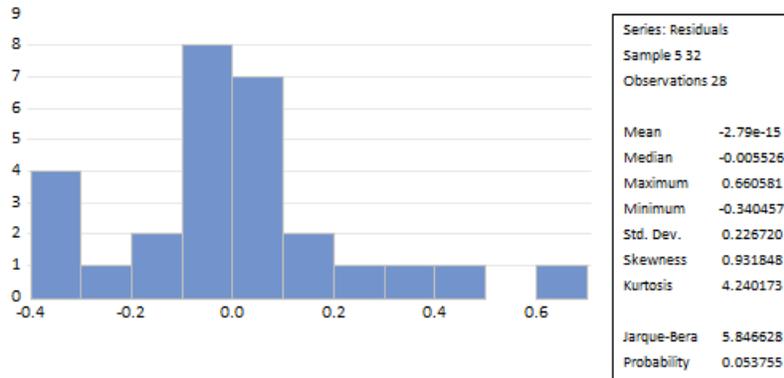
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGTINF(-1)	-0.315589	0.149253	-2.114450	0.0439
D(LOGTINF(-1))	-0.231846	0.183973	-1.260218	0.2184
C	0.453552	0.282347	1.606360	0.1198

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.417749	0.1424
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.756195	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

Annexe n°6 Teste de stability

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.047968	0.0002
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	



Annexe n°7 : Teste de corrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags

F-statistic	0.828850	Prob. F(2,9)	0.4673
Obs*R-squared	4.355124	Prob. Chi-Square(2)	0.1133

Annexe n°8 : Teste Homoscédasticité

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey
Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	0.687646	Prob. F(16,11)	0.7592
Obs*R-squared	14.00149	Prob. Chi-Square(16)	0.5986
Scaled explained SS	3.500917	Prob. Chi-Square(16)	0.9995

Annexe n°9 : Teste de causalité de GRANGER

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 05/25/23 Time: 13:52

Sample: 1 32

Lags: 1

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
DLODP does not Granger Cause DLOGTINF	30	0.31388	0.0379
DLOGTINF does not Granger Cause DLODP		0.58679	0.4503
LOGPIB does not Granger Cause DLOGTINF	30	0.51358	0.4797
DLOGTINF does not Granger Cause LOGPIB		0.83339	0.3694
DLOGTDC does not Granger Cause DLOGTINF	30	0.01314	0.0095
DLOGTINF does not Granger Cause DLOGTDC		0.06084	0.8070
DLOGTC does not Granger Cause DLOGTINF	30	1.06878	0.3104
DLOGTINF does not Granger Cause DLOGTC		0.01394	0.0468
LOGPIB does not Granger Cause DLODP	30	2.16016	0.1532
DLODP does not Granger Cause LOGPIB		1.00721	0.3245
DLOGTDC does not Granger Cause DLODP	30	1.55514	0.2231
DLODP does not Granger Cause DLOGTDC		0.00091	0.9762
DLOGTC does not Granger Cause DLODP	30	4.54878	0.0422
DLODP does not Granger Cause DLOGTC		2.63193	0.1164
DLOGTDC does not Granger Cause LOGPIB	30	0.28485	0.5979
LOGPIB does not Granger Cause DLOGTDC		2.31989	0.1394
DLOGTC does not Granger Cause LOGPIB	30	6.46278	0.0171
LOGPIB does not Granger Cause DLOGTC		0.00368	0.9521
DLOGTC does not Granger Cause DLOGTDC	30	0.07138	0.7914
DLOGTDC does not Granger Cause DLOGTC		0.31476	0.5794

Annexe n°10 Choix de VAR optimal

Vector Autoregression Estimates
 Date: 05/25/23 Time: 14:32
 Sample (adjusted): 3 32
 Included observations: 30 after adjustments
 Standard errors in () & t-statistics in []

	DLOGTINF	DLODP	LOGPIB	DLOGTDC	DLOGTC
DLOGTINF(-1)	-0.433897 (0.19309) [-2.24707]	0.075456 (0.15416) [0.48948]	0.009583 (0.02120) [0.45195]	-0.003870 (0.02282) [-0.16960]	0.010856 (0.12655) [0.08579]
DLODP(-1)	-0.027800 (0.23492) [-0.11834]	-0.182382 (0.18755) [-0.97244]	-0.005988 (0.02580) [-0.23212]	-0.012544 (0.02776) [-0.45188]	0.246139 (0.15396) [1.59873]
LOGPIB(-1)	0.180193 (0.19862) [0.90724]	-0.128781 (0.15857) [-0.81216]	0.942967 (0.02181) [43.2337]	-0.035161 (0.02347) [-1.49821]	0.084160 (0.13016) [0.64656]
DLOGTDC(-1)	0.806060 (1.19351) [0.67537]	0.555524 (0.95284) [0.58302]	0.077493 (0.13106) [0.59126]	0.167937 (0.14103) [1.19083]	0.546590 (0.78218) [0.69881]
DLOGTC(-1)	-0.260494 (0.27426) [-0.94980]	-0.436676 (0.21896) [-1.99435]	-0.065720 (0.03012) [-2.18211]	0.012027 (0.03241) [0.37113]	-0.554166 (0.17974) [-3.08316]
C	-2.964315 (3.17713) [-0.93302]	2.018416 (2.53646) [0.79576]	0.988287 (0.34889) [2.83263]	0.602491 (0.37541) [1.60488]	-1.405938 (2.08216) [-0.67523]
R-squared	0.703860	0.279345	0.991755	0.262681	0.304275
Adj. R-squared	0.038009	0.129209	0.990037	0.109073	0.159332
Sum sq. resids	16.63822	10.60455	0.200644	0.232302	7.146031
S.E. equation	0.832622	0.664723	0.091434	0.098383	0.545666
F-statistic	1.229162	1.860609	577.3793	1.710073	2.099273
Log likelihood	-33.72573	-26.96944	32.54319	30.34558	-21.04855
Akaike AIC	2.648382	2.197963	-1.769546	-1.623039	1.803237
Schwarz SC	2.928621	2.478202	-1.489306	-1.342799	2.083476
Mean dependent	-0.042515	0.043723	15.75503	0.066315	-0.018302
S.D. dependent	0.848911	0.712334	0.916054	0.104232	0.595134

Annexe n°11 Base de données

Années	DP	Tc %	Tinf %	PIB	Tdc %
1990	136 000	19,75	16,672	554 388,10	8,957508
1991	232 800	20,26	25,886	862 132,80	18,47288
1992	420 131	21,36	31,669	1 074 695,80	21,83608
1993	476 627	23,15	20,54	1 189 724,90	23,34541
1994	577 603	24,36	29,047	1 487 403,60	35,0585
1995	759 617	28,1	29,979	2 004 994,60	47,66273
1996	883 300	27,98	18,679	2 570 028,90	54,74893
1997	940 900	27,96	5,733	2 780 168,10	57,70735
1998	970 700	28,02	4,95	2 830 490,70	58,73896
1990	1 034 400	29,29	2,645	3 238 197,50	66,57388
2000	1 199 910	29,49	0,339	4 123 513,90	75,25979
2001	1321028	27,3	4,225	4 227 113,10	77,21502
2002	1550646	25,66	1,418	4 522 773,40	79,6819
2003	1639265	23,71	4,268	5 252 321,10	77,39498
2004	1888930	17,65	3,961	6 149 116,70	72,06065
2005	2052037	15,26	1,382	7 561 984,40	73,27631
2006	2453014	12,51	2,314	8 501 635,80	72,64662
2007	3108669	13,79	3,673	9 352 886,40	69,2924
2008	4191053	11,33	4,862	11 043 703,50	64,5828
2009	4246334	10,16	5,734	9 968 025,30	72,64742
2010	4466940	9,96	3,913	11 991 563,90	74,38598
2011	5731752	10	4,51	14 588 531,90	72,93788
2012	705800	11	8,89	16 208 698,40	77,53597
2013	6024100	9,8	3,25	16 643 833,60	79,3684
2014	6995700	10,2	2,92	17 205 106,30	80,57902
2015	7656300	11,2	4,78	16 712 675,40	100,6914
2016	7279500	10,2	6,4	17 514 634,90	109,4431
2017	7282600	10,3	5,59	18 575 761,10	110,973
2018	8627770	10,4	4,27	20 259 044,30	116,5938
2019	6543490	10,5	1,95	17320464,7	119,3536
2020	734015	12,2	2,49	15277347	126,7768
2021	864268	11,7	7,23	18681165	135,0641

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N° 01 : Evolution des dépenses publiques durant la période 1990-2000.....	32
Tableau N° 02 : Evolution des dépenses publiques durant la période 2001-2021.....	33
Tableau N° 3 : Evolution du taux de chômage durant la période 1990-2010 (en %).....	35
Tableau N°4 : Evolution du taux de chômage durant la période 2011-2021 (en %).....	36
Tableau N° 5 : Evolution du taux d'inflation durant la période 1990-2010 (en %).....	38
Tableau N° 6 : Evolution du taux d'inflation durant la période 2011-2021 (en %).....	39
Tableau N°07 : tableau de statistique descriptive.....	46
Tableau N° 08 : Le choix de retard optimal.....	46
Tableau N°09 : teste de racine unitaire (ADF).....	47
Tableau N°10 : Choix de retard optimal ARDL.....	50
Tableau N 11 Résultats du test de Cointégration de Pesaran.....	51
Tableau N 12 : Résultats des tests diagnostique du modèle ARDL.....	52
Tableau N 13 : Résultats d'estimation des cointégrations de court terme.....	53
Tableau N 14 : Résultat d'estimation des cointégrations de long terme.....	54
Tableau N 15 : Choix de VAR optimal.....	56
Tableau N 16 : Résultats du test de causalité au sens de Granger.....	56

LISTE DES FIGURES

Figure N°1 : courbe Phillips en Algérie durant la période 1990-202140

Figure N°02 : Analyses graphiques des séries.....45

Figure N03 : Critère d’information Akaike.....49

**Figure N 04 : Tests de
CUSUM.....52**

Résumé

La théorie économique suggère que les dépenses publiques peuvent stimuler l'emploi, mais une gestion inadéquate peut entraîner une inflation excessive. Cette étude porte sur la détermination de l'impact des dépenses publiques sur l'emploi et l'inflation en Algérie durant la période 1990-2021. À l'aide du model ARDL, nous avons examiné la relation entre les dépenses publiques, l'emploi et l'inflation en Algérie en considérant les effets à court terme et à long terme ce qui nous a permis de mieux comprendre les interactions existantes entre les ces variables. A l'issue de cette étude nous avons montré, d'une part, qu'à court terme, les dépenses publiques ont un impact significatif sur la réduction du taux de chômage tandis qu'à long terme non et, d'autre part, il existe aussi une relation négative et significative entre le taux d'inflation et le taux de chômage.

Mots Clés : dépenses publiques, emploi, inflation, chômage, Algérie

Abstract:

The economic theory suggests that public expenditures can stimulate employment, but improper management can lead to excessive inflation. This study focuses on determining the impact of public expenditures on employment and inflation in Algeria during the period 1990-2021. Using the ARDL model, we examined the relationship between public expenditures, employment, and inflation in Algeria, considering both short-term and long-term effects. This allowed us to better understand the existing interactions between these variables. The results of this study showed, on the one hand, that in the short term, public expenditures have a significant impact on reducing the unemployment rate, while in the long term, they do not. On the other hand, there is also a negative and significant relationship between the inflation rate and the unemployment rate.

Keywords: public spending, employment, inflation, unemployment, Algeria.

ملخص:

تشير النظرية الاقتصادية إلى أن الإنفاق العام يمكن أن يحفز التوظيف، ولكن الإدارة السيئة يمكن أن تؤدي إلى التضخم المفرط. تركز هذه الدراسة على تحديد تأثير الإنفاق العام على التوظيف والتضخم في الجزائر خلال الفترة 1990-2021. باستخدام نموذج ARDL، قمنا بدراسة العلاقة بين الإنفاق العام والتوظيف والتضخم في الجزائر، مع النظر في التأثيرات القصيرة الأجل والطويلة الأجل. وقد سمح ذلك لنا بفهم أفضل للتفاعلات الموجودة بين هذه المتغيرات. أظهرت نتائج هذه الدراسة، من جهة، أن الإنفاق العام له تأثير كبير في القصير الأجل على تخفيض معدل البطالة، في حين أنه في الطويل الأجل ليس له تأثير. ومن ناحية أخرى، هناك أيضًا علاقة سلبية ومهمة بين معدل التضخم ومعدل البطالة
كلمات أساسية: لإنفاق العام، التوظيف، التضخم، البطالة، الجزائر.